

lundi



**Jackson a eu chaud**  
 A la suite d'une dispute au sujet d'une place de stationnement, un individu a fait feu à trois reprises, hier, sur Reggie Jackson, des Yankees de New York. Ce dernier n'a pas été atteint.

page C-1



**Philip à Québec**  
 Le prince Philip séjournera toute la semaine à Québec, où il préside le cinquième congrès d'étude du Commonwealth.

page A-3

**Bière légère**  
 Labatt est la première brasserie à offrir une bière légère au Québec.

page C-12

**Un brochet qui avait 55 ans**

BERLIN (AFP) — "Mathusalem", le doyen des poissons d'aquarium en Europe, est mort samedi à Berlin-Ouest à l'âge de 55 ans.

Il s'agit d'un "brochet-caïman" du Mississippi, qu'un mécène avait offert au zoo de Berlin en 1927 avec un autre poisson de la même espèce. Les deux congénères étaient alors âgés de deux ans.

Ils ont survécu aux bombardements aériens de la Seconde Guerre mondiale qui avaient ravagé le jardin zoologique, grâce à un transfert au vivarium de Leipzig d'où ils étaient revenus en 1953. Un des deux poissons était mort en 1976 dans sa 51e année.

Les experts estiment que ces cas de longévité en captivité sont exceptionnels dans la mesure où la durée maximum de vie en aquarium est estimée à une quarantaine d'années.

**sommaire**

- Annonces classées F-2 à F-18
- Arts et spectacles B-4 à B-6
- Automobile C-10
- Bandes dessinées C-8
- Bridge F-4
- Carrières et professions C-12
- Décès F-19
- Economie-finances C-12 et C-13
- Feuilleton F-3
- Horoscope F-4
- Information régionale A-4 et A-5
- Monde C-9 à C-14, F-1 à F-19
- Mot mystère F-2
- Mots croisés F-17
- Où aller à Québec F-4
- Page documentaire A-7
- Patron F-17
- Pierre Champagne A-9
- Sport C-1 à C-8
- Télévision B-6

**météo**

Ensoleillé avec quelques averses. Aperçu pour demain: nuageux.

détails, page F-2



Jean-Paul II a célébré une messe en plein air, hier, au Bourget, à quelques milles de Paris.

## Jean-Paul II attire de grandes foules en France

PARIS (d'après AFP et AP) — Le pape Jean-Paul II n'en a pas fini avec l'enthousiasme des grandes foules, puisque après les 500,000 personnes venues entendre hier la messe à l'aéroport du Bourget et les 45,000 jeunes avec lesquels il s'est amusé dans la soirée au stade du Parc des Princes, la troisième journée du pape Jean-Paul II en France a été la plus riche de son voyage, avec la messe pour le peuple de Dieu à l'aéroport du Bourget, en présence de plus d'un demi-million de fidèles, et la rencontre avec tous les évêques de France,

provinciale de son séjour particulièrement chargé.

Commencée hier avec la plupart des 15,000 étudiants et étudiants de l'Institut catholique, achevée avec les 45,000 jeunes réunis au Parc des Princes, la troisième journée du pape Jean-Paul II en France a été la plus riche de son voyage, avec la messe pour le peuple de Dieu à l'aéroport du Bourget, en présence de plus d'un demi-million de fidèles, et la rencontre avec tous les évêques de France,

sans oublier un entretien avec le grand rabbin.

Samedi, déjà, la journée avait été lourde: une rencontre avec 17 intellectuels dès 7 h du matin, un entretien avec les représentants des Églises chrétiennes non-catholiques, une conversation d'une demi-heure tête-à-tête avec le président Valéry Giscard d'Estaing sur tous les grands problèmes internationaux, une présentation passablement mouvementée dans les sa-

(Suite à la page A2, 2e col.)



Soldats et policiers de l'Arkansas n'y vont pas par quatre chemins pour retenir ce réfugié cubain qui a tenté, hier, de s'enfuir du camp d'hébergement de Fort Chaffee.

## Attaque de MacGuigan contre la politique étrangère américaine

OTTAWA (d'après PC et UPC) — Le secrétaire d'Etat aux affaires extérieures du Canada, M. Mark MacGuigan, a critiqué vivement la politique étrangère des États-Unis en déclarant notamment que l'action militaire tentée pour libérer les otages en Iran était injustifiée.

Dans une émission de télévision diffusée hier, il s'en est pris au manque de consultation et de leadership du gouvernement américain. Le ministre a précisé que le Canada s'opposerait à toute nouvelle tentative de libérer par la force les 50 citoyens américains détenus au sujet de la politique étrangère américaine, de leur manque de

consultation et de leur leadership inadéquat", a-t-il dit.

M. MacGuigan pense "que cela n'est pas si mauvais que nous ne nous entendions pas sur une foule de choses avec eux, mais leurs tactiques laissent souvent à désirer".

**L'Afghanistan**

"Les Américains n'ont peut-être pas agi au moment opportun", remarqua-t-il. "Lorsque le premier gouvernement satellite a été installé en Afghanistan il y a deux ans, il a été accepté, peut-être trop facilement, par toutes les puissances de

l'Ouest et spécialement par les États-Unis.

La faiblesse des protestations peut avoir encouragé l'Union soviétique à penser que l'Ouest acceptait cette manœuvre. Le gouvernement d'alors a été remplacé par un régime pro-soviétique.

Le ministre a expliqué que le Canada avait, au cours des dernières années, maintenu une politique étrangère indépendante des États-Unis, mais que quelquefois, les deux pays se retrouvent naturellement dans le même camp. Par exemple, il n'y a pas eu de pression

(Suite à la page A2, 1re col.)

## Québec met la CECM en tutelle

par Raymond GIROUX  
 envoyé spécial du Soleil

POINTE-AU-PIC — Le gouvernement du Québec a décidé, hier après-midi, de mettre en tutelle la Commission des écoles catholiques de Montréal et de donner mandat à M. Jean-Guy Duchaine, un consultant en relations de travail, de signer la convention collective le plus tôt possible, de façon à rouvrir les écoles dès ce matin.

Cette tutelle de 48 heures, a déclaré le ministre de l'Éducation, M. Jacques-Yvan Morin, fait suite à un rapport fort accablant pour les administrateurs scolaires de Montréal que le responsable gouvernemental des négociations récentes dans le secteur public, M. Lucien Bouchard, a rédigé au cours des trois derniers jours.

Hier, 1,800 des 6,500 membres de l'Alliance des professeurs de Montréal ont accepté à 76 pour 100 le projet de convention et de protocole de retour au travail proposé par leurs dirigeants. Les enseignants seront donc en classe ce matin ainsi que leurs 100,000 élèves qui étaient privés de cours depuis deux semaines.

Il reste toujours un bon nombre de négociations scolaires locales, dont celle de la Commission des écoles catholiques de Québec, à mener à terme, mais le ministre est d'avis que le mouvement de signature ira en s'accroissant, vu que le cas de la plus importante commission scolaire sera réglé sous peu.

A plusieurs endroits, a dit M. Morin lors d'une rencontre avec la presse, dans le cadre de la réunion spéciale du conseil des ministres qui se déroule en ce moment à Pointe-au-Pic, les deux parties attendaient de voir quel type de compromis et d'arbitrage surviendrait à Montréal.

Dans ce cas précis, l'alliance qui regroupe les 6,000 enseignants de

Montréal a accepté le rapport de médiation qui porte sur les 16 points laissés à la négociation locale, mais la partie patronale, présidée par M. Luc Larivée, un libéral notoire, a carrément refusé d'endosser le rapport dans ce que M. Bouchard appelle "une étrange conception des relations de travail".

L'enquêteur spécial du ministre de l'Éducation écrit notamment que "la CECM a abordé cette négociation avec une intransigence qui engage fortement sa responsabilité dans le conflit actuel; (...) a élaboré une autre stratégie statique qui témoigne de sa méconnaissance du milieu syndical."

De plus, selon M. Bouchard, "les commissaires ont, d'une façon générale, prêté trop d'importance aux interventions et aux expertises de certains de leurs fonctionnaires et négocia-

(Suite à la page A2, 1re col.)

## Aucun signe de vie des mineurs

VAL-D'OR (PC) — Alors que des centaines de paroissiens priaient, hier, pour les huit mineurs emmurés dans la mine de Belmorale, à Val-d'Or en Abitibi, les securistes tentaient, en vain, de détecter un quelconque signe de vie des disparus.

"Dimanche dernier nos espoirs étaient grands de les retrouver", devait déclarer le père Paul-Emile Bilodeau, en ajoutant: "Mais aujourd'hui, nous avons moins d'espoir. Nous n'avons même pas mentionné le mot "vivant".

L'abbé de Notre-Dame de Fatima a rendu visite à presque toutes les familles des mineurs. Il a indiqué qu'elles étaient très courageuses. "Nous prions pour que tout se termine bientôt, qu'on les retrouve bientôt, morts ou vivants. Cela a déjà été trop long", a-t-il ajouté dans le calme de l'église ultra-moderne de la localité.

Quelques heures plus tard, les securistes annonçaient que le microphone placé dans une excavation, à 60 mètres sous terre, n'avait détecté aucun signe de vie de deux mineurs que l'on croyait avoir repérés.

"Nous avons installé une sonnerie pendant près de deux heures afin de les réveiller au cas où ils seraient endormis, mais tout ce que le microphone a enregistré c'est le son de l'eau qui coule", a expliqué M. Pierre Létourneau, porte-parole de la Sûreté du Québec.

**Projet abandonné**

Il a précisé que le projet d'installation d'une caméra de télévision miniature dans un trou de 41 mètres de profondeur, a été abandonné parce qu'un boulon d'acier bloquait en partie le trou.

M. Létourneau a encore soutenu que les securistes sont désormais décidés à ne plus percer de trous et tenteront, à présent, de poursuivre (Suite à la page A2, 2e col.)

## Des Cubains se mutinent en Arkansas

FORT CHAFFEE, Arkansas (d'après AFP, PC et UPI) — Le camp d'hébergement de Fort Chaffee, en Arkansas, a été hier le théâtre d'un véritable soulèvement de la part d'une partie des 18,000 réfugiés cubains qui y sont en transit.

La situation était confuse ce matin, indiquaient les autorités, tandis que, selon certaines informations non confirmées, les réfugiés auraient pris deux personnes en otages.

Le président Jimmy Carter a envoyé deux de ses émissaires pour examiner la situation.

De nombreuses colonnes de fumée s'élevaient au-dessus du camp. Au moins six bâtiments auraient été incendiés.

Il y a une trentaine de blessés tant parmi les réfugiés que chez les policiers. Des incidents semblables, quoique moins sanglants, s'étaient également produits samedi.

Environ 200 réfugiés cubains reconduits dans l'enceinte du camp après avoir tenté de s'enfuir, hier après-midi, s'étaient introduits dans le périmètre militaire de la base abritant le camp, défendu par des gardes

(Suite à la page A2, 2e col.)

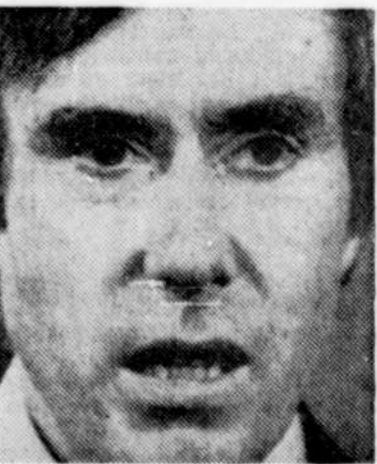
## Vaccin contre la lèpre

ATLANTA, Georgie (AP) — Un vaccin qui empêche la croissance de la lèpre sur les souris a été mis au point et va être expérimenté sur l'homme.

Le Dr Charles Shepard, qui effectue des recherches sur la lèpre depuis une vingtaine d'années, a déclaré que les expérimentations vont durer une dizaine d'années avant que le vaccin ne soit disponible.

A l'heure actuelle, 12 millions de personnes sont frappées par la lèpre, maladie caractérisée par des lésions de la peau.

Cette maladie est soignée et souvent guérie, mais le vaccin permettrait de prévenir la lèpre.



Mark MacGUIGAN UPI

## Attaque ...

(Suite de la première page)

pour que le Canada se joigne au boycottage des Jeux olympiques.

### La ligne dure de Reagan

Par ailleurs si M. Ronald Reagan, candidat favori à l'investiture républicaine, devient président, M. MacGuigan estime que les possibilités sont grandes pour que les Etats-Unis suivent une ligne dure en politique étrangère.

"Si M. Reagan et ses conseillers peuvent distinguer les situations qui exigent la fermeté et celles qui demandent de la patience, je pense que nous aurons un meilleur avenir, mais peut-être que quelques-uns voudront le voir agir avec fermeté dans la plupart des situations."

Le ministre canadien qui s'est aussi dit intéressé par la démonstration de solidarité des pays de l'Ouest en général, a été renversé par la décision du président de la France, M. Valéry Giscard d'Estaing de ne pas suivre le boycottage des Jeux olympiques et par sa visite au leader soviétique Leonid Brejnev.

"Cette décision française est extrêmement fâcheuse surtout que les autorités françaises avaient laissé entendre, y compris à leur plus proches alliés en Europe, qu'elles avaient l'intention de boycotter les Jeux."

## Québec...

(Suite de la première page)

teurs", tandis que "le président a manifesté, à des moments critiques, un manque de cohérence dans la transmission de certaines informations et données".

Malgré cette attaque extrêmement dure contre la partie patronale, M. Morin a refusé de faire toute suggestion que ce soit aux Montréalais sur le choix de leurs commissaires d'école, le 9 juin prochain. "Il appartient aux électeurs de régler ces problèmes", a-t-il dit en constatant le manque d'intérêt évident de la population pour cette question.

Rappelons qu'il avait été question, la semaine dernière, de convoquer l'Assemblée nationale, pour voter une loi d'urgence permettant le retour en classe de 110.000 élèves privés de cours depuis le 16 mai dernier, mais le conseil des ministres avait alors rejeté cette solution.

Le ministre de l'Éducation a cependant refusé de dire ce que son gouvernement avait l'intention de faire s'il se révélait impossible à M. Duchaine de mener son mandat à bonne fin d'ici demain, jour de la reprise des travaux parlementaires.

### Conseil spécial

Le conseil des ministres, qui a expédié le travail courant au cours de l'avant-midi d'hier, étudie par ailleurs des sujets extrêmement délicats comme le rapport Malouf sur les dépenses olympiques, le rapport du ministre des Communications, M. Denis Vaugeois, sur la publicité fédérale pendant la campagne référendaire, et surtout son analyse de la défaite du 20 mai et des positions à prendre dans le cadre de la négociation de l'autonomie provinciale.

Malgré la-dessus, tous respectent le huis clos le plus total, et les murs du Manoir Richelieu, où se tient la rencontre, se montrent fort peu bavards. Les ministres sont bien "visibles" pendant les heures de repas ou de "récréation", mais la consigne du silence paraît plus forte que le désir de voir leur nom dans les journaux dès que les conversations approchent le moindre des sujets sérieux.

### Ottawa a dépensé \$3 millions

Néanmoins, LE SOLEIL a pu apprendre qu'un relevé du ministère des Communications sur la publicité du gouvernement fédéral au Québec durant la période référendaire démontre qu'une somme de \$3 millions avait alors été dépensée par Ottawa.

Par ailleurs, le premier ministre, M. René Lévesque, donnera une conférence de presse à l'issue de la réunion de deux jours, en fin d'après-midi.

### LA QUOTIDIENNE

6-8-5

Tirage de samedi

Informations: 643-8990

## le mot du jour

### Rassurant

"Sécure" et "insécure" sont deux beaux mots de la langue anglaise qu'il faut toutefois proscrire en français. Ces anglicismes se rendent par nani, rassuré, confiant, à l'abri ou bien par sans sécurité, en danger, etc.

Pierre BELLEAU



Le pape Jean-Paul II bénit la foule de 500.000 personnes, à l'aéroport du Bourget, en banlieue de Paris.

## Jean-Paul II...

(Suite de la première page)

lons de l'Élysée sur-bondés du Gotha politique français, dont les leaders de l'Opposition, un déjeuner à l'archevêché, une rencontre avec les religieuses de la région parisienne, une audience accordée au recteur de l'Institut musulman de Paris — la plus haute autorité spirituelle de l'Islam — juste avant de dire une messe à la basilique de Saint-Denis pour les travailleurs, français et immigrés. Enfin, Jean-Paul II avait rencontré les responsables nationaux des mouvements de laïcs. Une journée continue de 17 heures.

Malgré cela, après avoir dit sa messe quotidienne à la nonciature, il était frais et dispos hier à 8 h 30 devant les étudiants de l'Institut catholique, mêlant des traits d'humour à un discours sur l'enseignement catholique qui a été applaudi à de nombreuses reprises. Le thème en était: la recherche de la vérité. Au passage, il

avait affirmé que "les convulsions de notre époque manifestent sous nos yeux, à bien des égards, l'échec de plus en plus patent de toutes les formes de ce qu'on a pu appeler l'humanisme athée".

### "France... est-tu fidèle?"

Le mauvais temps a contrarié la messe en plein air sur l'aéroport du Bourget, mais n'avait pas atténué le ferveur de l'assistance venue de toute la France et qui resta stoïque sous la pluie. Le pape dut être abrité pendant la plus grande partie de la messe sous un grand parapluie blanc.

Dans son homélie, après avoir salué à quatre reprises en la France "la fille aînée de l'Église", il a traité de la devise française: Liberté, Égalité et Fraternité pour souligner "combien pressante est devenue la question des droits fondamentaux de l'homme". Et il a terminé par ces deux questions:

"France, fille aînée de l'Église, es-tu fidèle aux promesses du baptême? ... France, fille aînée de l'Église et éducatrice des peuples, es-tu fidèle, pour le bien de l'homme à l'alliance avec la Sagesse éternelle?". Avant de réciter l'Angelus, il a évoqué le rôle de la mère, en ce jour de la fête des mères.

Au séminaire d'Issy-les-Moulineaux, avant d'assister à une séance de travail avec les évêques français, il a eu avec le grand rabbin Kaplan une entrevue qualifiée de "cordiale et amicale". Aux évêques, il a parlé du progressisme et de l'intégrisme depuis le Concile. Des tenants du progressisme, il a dit "ils ont la hantise d'avancer", mais vers quels "progrès" en définitive? Il leur a reproché des abus "que nous sommes évidemment les premiers à réprover et à corriger". Il a reproché aux intégristes de craindre les questions

nouvelles "sans admettre, en définitive, que l'esprit de Dieu est à l'oeuvre aujourd'hui dans l'Église".

Clou de la soirée: la veillée au Parc des Princes, avec 45.000 jeunes auxquels le pape, dans un message, a prêché le respect de leur corps et du corps des autres, la sauvegarde à tout prix du domaine sacré de l'esprit et de "faire place au cœur dans la construction harmonieuse de votre personnalité".

Il leur a demandé "de lever plus souvent les yeux vers Jésus Christ" et a lancé aux incroyants un appel pour "qu'ils laissent au moins leur fenêtre ouverte sur Dieu".

La journée n'était pas encore finie: Jean-Paul II avait tenu, à titre privé, à se rendre à la basilique du Sacré-Coeur de Montmartre. Il devait être plus de minuit.

## Aucun signe de...

(Suite de la première page)

leurs recherches à partir d'un étroit passage boueux.

L'autre voie pour retracer les mineurs est bouchée par du ciment. M. Létourneau a souligné que les opérations de secours se poursuivent pour retrouver cinq mineurs que l'on croit enfermés dans une poche d'air d'un puits de ventilation à 150 mètres de profondeur.

Lorsque la boue, se trouvant au-dessus du puits, sera totalement déblayée aujourd'hui, les secouristes envisagent le forage d'un trou dans la poche d'air afin de déterminer si des hommes s'y trouvent.

Le porte-parole estime qu'il y a encore de minces chances que certains des cinq mineurs soient encore en vie. Il croit néanmoins qu'elles s'amenuisent de jour en jour.

Pendant plus d'une semaine, de l'oxygène et un liquide spécial nutritif ont été injectés dans le trou percé à l'endroit où ils seraient emmurés.

M. Létourneau a d'autre part expliqué que tout espoir est pratiquement perdu pour les deux mineurs bloqués à 60 mètres et pour leur huitième collègue, Marc Godbout, qui travaillait à mi-chemin de la galerie, lorsque la catastrophe minière s'est produite le 20 mai.

## Des Cubains se...

(Suite de la première page)

nationaux qui auraient tiré 20 coups de feu.

Trois réfugiés cubains ont été hospitalisés pour blessures par balles et un quatrième pour un coup de couteau. Cinq civils américains du camp d'hébergement des réfugiés cubains ont par ailleurs été blessés par des jets de pierres, en plus d'une douzaine de gardiens contusionnés.

La police et les soldats ont utilisé les gaz lacrymogènes et des matraques pour contenir les manifestants qui protestaient contre les lenteurs administratives dans la délivrance des laissez-passer leur permettant de s'installer aux États-Unis.

Les désordres ont commencé, samedi, par un incident entre des réfugiés et la police concernant l'extinction d'un feu allumé pour faire chauffer du café et avaient dégénéré en bataille rangée. Les policiers fédéraux, appelés en renfort par la police militaire qui assure la surveillance du camp, avaient été accueillis à coups de jets de pierres et de briques, et trois d'entre eux avaient été blessés.

Hier soir, la situation a failli prendre un tournant dramatique alors que, massés à l'extérieur du camp, deux mille habitants de villages environnants, équipés d'armes de toutes sortes, ont voulu envahir le campement "pour casser du cubain", mais ont finalement été ramenés à la raison.

### Canada

Par ailleurs, les premiers d'environ 300 Cubains qui doivent se réfugier au Canada sont attendus demain à Toronto. Suivant un porte-parole de l'Immigration, ils seront une trentaine et viendront de camps provisoires de Costa Rica.

Environ 60 pour 100 d'entre eux s'établiront en Ontario et les autres dans l'Ouest. Un ou deux pourraient aller aux Maritimes et s'il s'en trouve

### Nouvelle démentie

Par ailleurs, l'un des propriétaires de Belmorat, M. Peter Ferderber, a démenti une nouvelle selon laquelle la mine orifère, qu'il a lui-même découverte, n'avait pas obtenu du gouvernement québécois les permis nécessaires à son exploitation.

L'hebdomadaire Finance avait cité un porte-parole anonyme du ministère de l'Énergie et des Ressources qui affirmait que la société Belmorat Mines Ltd, de Calgary, était si empressée d'exploiter cette mine en septembre, qu'elle n'avait pas jugé bon d'attendre l'obtention de deux permis requis par la loi.

Selon l'hebdomadaire, la rapidité avec laquelle la firme a commencé ses travaux de forage et exploité la mine sont sans précédent dans les annales de la prospection d'or dans cette région du nord-ouest québécois.

Finance note également que les cours boursiers de la compagnie sont passés de \$1 à \$40, entre janvier 1979 et le début de 1980. Ils sont actuellement cotés à quelque \$15.

Qualifiant de faux l'article publié par l'hebdomadaire, M. Ferderber affirme que la compagnie a "obtenu tous les permis nécessaires" et que, depuis son ouverture, la mine a fréquemment été inspectée par des employés du gouvernement québécois.

pour choisir le Québec, ce sera non loin d'Ottawa.

Plus de 94.000 Cubains ont quitté leur île pour les États-Unis depuis quelques semaines et le président Carter a déclaré certaines régions de la Floride "sinistrées" et a promis des fonds fédéraux pour faciliter l'établissement des réfugiés. Aucun d'eux ne viendra au Canada.

Des fonctionnaires canadiens sont à Costa Rica depuis le début de mai où ils interrogent les immigrants possibles et vérifient leur état de santé. Rares sont ceux qui parlent français ou anglais.

Enfin, un membre de l'équipe olympique cubaine aux Jeux de Montréal, en 1976, a demandé hier un porte-parole du ministre des Affaires étrangères à Ottawa. L'identité de l'athlète, un haltérophile, n'est cependant pas précisée. L'athlète est toujours à Cuba mais sa démarche est entreprise par le biais de membres de sa famille à Miami. Aucune requête officielle de sa part n'a par ailleurs encore été reçue à Ottawa.

Samedi, l'entraîneur de l'équipe de natation cubaine, Eulogio Alberto, 29 ans, en déplacement officiel à Porto Rico, avait lui aussi demandé l'asile politique aux États-Unis.

## LE SOLEIL

### SERVICE AUX ABONNÉS (TIRAGE)

647-3333 Lundi au vendredi: 8h30 à 19h30

Samedi: 9h00 à 13h00

### RENSEIGNEMENTS REDACTION

647-3233 647-3394

LE SOLEIL, fondé en 1896, est imprimé au numéro 390, rue St-Vallier est, Québec, G1K 7J6, par Le Soleil Limitée. "Courrier de la deuxième classe - Enregistrement no 1205".

## L'élection sera axée sur l'offre de Trudeau (Charron)

MONTREAL (PC) — Le gouvernement québécois ne tiendra pas une élection tant qu'Ottawa ne précisera pas ses plans concernant la réforme constitutionnelle, a déclaré, hier, M. Claude Charron.

"Au cours de la campagne électorale, nous demanderons aux électeurs s'ils acceptent ce qui leur est proposé, ou si nous refusons et tentons alors d'en obtenir davantage", devait expliquer le leader parlementaire au cours d'une entrevue donnée à la station radiophonique anglophone CFCF.

Bien que le PQ ait jusqu'en novembre 1981 avant de déclencher des élections, certaines rumeurs circulent à l'effet que les Québécois seront appelés aux urnes cette année.

M. Charron a expliqué que la prochaine élection provinciale devrait porter sur les questions constitutionnelles et les réalisations du PQ.

"Je crois qu'à ce moment le chef du Parti libéral du Québec, M. Claude Ryan, et les libéraux feront campagne en disant "Acceptons", car ils acceptent tout ce qui vient d'Ottawa. Nous dirons alors que nous croyons malgré tout à la souveraineté-association et demanderons aux Québécois de maintenir le PQ au pouvoir, afin qu'il puisse négocier une meilleure entente pour le Québec", a encore souligné M. Charron.

Il a ajouté que la campagne du Parti québécois se fera sur le thème de ses réalisations, si les propositions constitutionnelles d'Ottawa satisfont les besoins des Québécois.

## épargnez 25%

soutiens-gorge et culottes Natur-elle par Daisyfresh

soutiens-gorge moulés sans coutures en nylon/spandex pour tout le maintien et l'élasticité requise.

de gauche à droite; soutien-gorge gansé dentelle, attache à l'avant, blanc, beige	p.m.g. rég. \$8.	\$5.99
culottes assorties; cache-sexe bordé dentelle, blanc, beige, p.m.g.	rég. \$4.50	\$3.39
soutien-gorge, contour du buste souligné, beige, 32-34 BC	rég. \$7.	\$5.29
culotte à la taille, blanc, beige, p.m.g.	rég. \$4.50	\$3.39
insertions dentelle aux côtés, blanc, beige, p.m.g.	rég. \$6.	\$4.59

la maison

**simons**

deux magasins: place de l'hôtel de ville/place ste-foy, ouvert jeudi, vendredi jusqu'à 21 heures.



Le Soleil, Jacques Deschênes

Claude Girard, à gauche, deuxième vice-président de la CSN depuis 1972, s'est fait ravir son poste samedi. Norbert Rodrigue (à droite) est allé serrer la main d'un vieux compagnon. Entre les deux, Gisèle Cartier, première vice-présidente, réélue sans opposition. En bas, Gérard Taylor, conseiller à l'exécutif, qui a échoué dans sa tentative d'occuper le fauteuil de troisième vice-président.

# Les dirigeants de la CSN sortent du congrès vaincus et déchirés

par Georges ANGERS

Le 50e congrès de la CSN s'est ajourné samedi dans un climat de déchirements et sans que la grève des employés de la centrale n'ait été réglée.

"Toute cette semaine on s'est chamaillé", a reconnu en fin de congrès le président de la centrale, Norbert Rodrigue, visiblement affecté. Par ailleurs, par les défaites de Claude Girard et de Gérard Taylor, lors des élections en fin de congrès.

Claude Girard, qui occupait le poste de deuxième vice-président depuis 1972, a été défait par un permanent de la centrale affecté à l'organisation, Pierre Mercille. Par ailleurs, Gérard Taylor, un vieux routier de la CSN qui était conseiller auprès de l'exécutif, a été défait au poste de troisième vice-président par Christophe Auger, un délégué du Syndicat des professeurs du cégep de Trois-Rivières.

Les quatre autres postes à l'exécutif de la CSN n'avaient pas été contestés. Seul André L'Heureux, troisième vice-président depuis 1976, ne se représentait pas.

### Congrès ajourné

Le congrès ayant été complètement perturbé par le conflit des

employés de la centrale, les délégués n'ont que très peu abordé le document de l'exécutif, "Une force collective organisée avec le peuple" et les propositions qu'il contenait. Le congrès a tout juste eu le temps d'adopter le budget de la centrale pour les deux prochaines années.

Contrairement à la tradition voulant que toutes les questions dont le congrès n'a pas eu le temps de disposer soient référées au conseil confédéral de la CSN, l'instance décisionnelle entre les congrès, les délégués ont décidé en fin d'après-midi samedi d'ajourner le 50e congrès et de reprendre les débats inachevés à l'automne.

Cette décision et le résultat des élections ont été perçus par l'ensemble des délégués comme autant de défaites pour les dirigeants de la centrale et comme autant de victoires pour le Syndicat des employés de la CSN, en grève depuis le 13 mai.

### Pas d'entente

Jusqu'à la dernière minute, les délégués avaient espéré que le congrès se clôturerait sur une entente entre le SECSN et la partie confédérale. Les pourparlers ont cependant échoué sur la clause des coordonnateurs des différents services dans la centrale.

Le congrès a été saisi samedi matin d'une proposition visant à ce que l'ancien président de la centrale, Marcel Pepin, soit nommé médiateur afin de tenter de rapprocher les parties, mais cette proposition a été rejetée après un long débat.

Le syndicat s'était dit d'accord avec une telle nomination mais les dirigeants de la centrale s'y opposaient. Une ultime rencontre de négociation avant la fin du congrès n'a pas permis de débloquer l'impasse.

Le secrétaire général de la centrale, Jean-Guy Morin, dont les seules apparitions sur le plancher du congrès pendant la semaine ont été pour faire rapport sur l'état des négociations, affichait un long visage, au terme du congrès.

A l'opposé, le président du SECSN, Michel Gauthier, avait un large sourire. S'il n'a pas lui-même crié victoire, les chants entonnés par les employés de la CSN à l'issue du congrès avaient des airs de victoire.

C'est dans cette atmosphère que les délégués qui étaient réunis à Québec depuis une semaine se sont dispersés, un peu plus informés, mais aussi un peu plus divisés.

voir analyse en page A-7

## L'incendie de vendredi était le 19e à Notre-Dame

MONTREAL (PC) — L'incendie qui a forcé 500 patients, vendredi, à quitter l'hôpital Notre-Dame est le 19e qu'a connu cette institution cette année et le neuvième à survenir dans la même section de l'édifice.

C'est du moins ce qu'a déclaré, ce week-end à Montréal, un enquêteur de la police. Il a d'autre part indiqué que la possibilité que le sinistre ait été déclenché par une main criminelle n'avait pas encore été écartée.

La police estimait au départ que l'incendie, qui s'est produit au sous-sol du centre de stérilisation, aurait pu être causé par un mégot de cigarette jeté par un fumeur imprudent.

Ce centre ne compte pas d'extincteur d'incendie et les officiels du gouvernement provincial ont soutenu qu'ils n'avaient pas l'intention d'en installer un.

C'est avec une précision presque militaire que les patients ont été évacués de l'aile ouest de l'hôpital, après que le fumé ait été localisée dans le système de ventilation.

Quelque 250 personnes ont été conduites, par ambulances et par autobus, à d'autres hôpitaux. Les autres patients ont été temporairement transférés vers d'autres endroits de l'institution.

Tous les malades ont pu regagner leur hôpital samedi, qui n'a pas été gravement endommagé.



Le prince Philip a été reçu, aujourd'hui, par le recteur de l'université Laval, M. Jean-Guy Paquet.

Le Soleil, J.-M. Villeneuve

## Les proprios d'ambulances acceptent les offres de l'Etat

POINTE-AU-PIC — C'est à l'unanimité que les 143 délégués présents à Pointe-au-Pic à la huitième assemblée générale de la Corporation des services d'ambulances du Québec ont accepté les dernières offres du ministère des Affaires sociales concernant la tarification.

Le tarif de départ est porté de \$45 à \$47 et le tarif au kilomètre passe de 78 cents à \$1,10.

Cette augmentation de 7 pour 100 est la première accordée aux propriétaires d'ambulances de la province depuis trois ans.

Les nouveaux taux entreront en vigueur d'ici quelques jours.

de \$45 à \$47 et le tarif au kilomètre passe de 78 cents à \$1,10.

Tous les malades ont pu regagner leur hôpital samedi, qui n'a pas été gravement endommagé.

## Le prince Philip participe à un congrès du Commonwealth à Québec

(PC) — Le prince Philip a été accueilli hier à l'aéroport de Québec par le lieutenant-gouverneur Jean-Pierre Côté, ainsi que par le maire Jean Pelletier.

Une foule d'une centaine de personnes attendait le dignitaire, alors qu'aucune garde d'honneur n'officialisait sa visite dans la vieille capitale.

Le duc d'Edimbourg préside le cinquième Congrès d'étude du Commonwealth qui se tient à Québec toute la semaine.

Le congrès réunit 300 futurs chefs de file de l'entreprise privée, du milieu syndical et de la fonction publique, en provenance de 30 pays, sous le thème "L'homme et la société industrielle".

Demain, le prince prendra la parole devant la Chambre

de commerce de Québec, et sera reçu officiellement par le maire Pelletier et par le président de l'Assemblée nationale, Clément Richard.

L'horaire de la visite royale prévoit une visite à la

Citadelle de Québec mercredi.

Le prince doit donner une conférence de presse vendredi, à l'issue de la réunion dont toutes les délibérations seront tenues à huis clos.

## Un Américain sera exécuté en Georgie

REIDSVILLE (D'après AFP et PC) — La chaise électrique sera à nouveau utilisée jeudi aux Etats-Unis pour l'exécution de Jack Potts, un ancien maçon de 35 ans.

Potts, détenu à la prison de Reidsville (Georgie), a été condamné pour le meurtre en 1975 d'un homme de 24 ans, commis, affirme-t-il, sous l'emprise de la drogue et de l'alcool. Il a renoncé à faire appel et déclaré qu'il veut mourir.

Trois volontaires du département géorgien de réhabilitation des délinquants appuieront chacun sur un bouton. Mais un seul de ces boutons - ils ignoreront lequel - déclenchera la décharge fatale.

Quatorze témoins - parmi lesquels quatre journalistes - doivent assister derrière un écran de verre à cette exécution, la troisième aux Etats-Unis depuis celle de Gary Gilmore, le 17 janvier 1977.

D'ici l'exécution, Potts sera isolé en cellule sous surveillance constante. Il a cependant été autorisé à donner aujourd'hui une conférence de presse.

### Appel à la clémence

La section canadienne d'Amnistie Internationale demandera que soit commuée la sentence de mort prononcée contre Jack Potts.

Mme Heather Menzies, d'Ottawa, a dit que l'on verra des télégrammes au gouverneur de l'Etat, M. George Busbee, avec copies au président, M. Carter.

**RENAULT CANARDIERE**  
"Chnac - R5"  
Prix imbattable  
522-7117

**MICHEL KASTNER**  
AVOCAT  
75, d'Auteuil  
692-4251

**AUJOURD'HUI**  
Voyez les cahiers publicitaires de:  
● K MART  
● DISTRIBUTION AUX CONSOMMATEURS  
insérés dans cette édition

**CHAUFFE-EAU À REMPLACER?**  
**GUILLOT**  
EXPERTS EN PLOMBERIE-CHAUFFAGE-ELECTRICITE  
**661-9211**

*La maison de la semaine*  
**STE-FOY**  
Superbe bungalow pierre, 55 x 30, 8 pièces dont salle familiale rez-de-chaussée, toit cathédrale, foyer, terrain boisé, clôturé, possibilités revenus.  
Esther Thibaudeau, 651-4909  
Suzanne O'Rourke, 651-8294  
**MORIN & ASSOCIÉS COURTIERS, INC.**  
1121, chemin Ste-Foy  
Québec, Qué. G1S 2M2  
Tél: 683-2103  
L'immeuble partout au Canada

**INLEK**  
Gros lot de **250 000 \$**  
Tirage: 304

062138	250 000 \$	835528	NUMÉROS MOBILES GAGNANTS
62138	2 500 \$	434589	
2138	250 \$	171332	
138	50 \$	NUMÉROS MOBILES GAGNANTS	

NUMÉROS MOBILES GAGNANTS

02881	5581	618
2 FAÇONS DE GAGNER 2 500 \$	3 FAÇONS DE GAGNER 2 500 \$	4 FAÇONS DE GAGNER 50 \$
02881X	5581XX	618XXX
X02881	X5581X	X618XX
	XX5581	XX618X
		XXX618

Les billets gagnants de 250 \$ et 50 \$ sont encaissables à toute succursale de la Banque Nationale

# québec et sa banlieue

Cap-Rouge · Sillery · Beauport · Sainte-

## A Beauport

### Des citoyens manifestent pour obtenir le pavage d'une rue

par Roch DESGAGNE

Les citoyens de la rue Saint-Jean nord dans le secteur Sainte-Thérèse-de-Lisieux à Beauport ont décidé de passer aux actes afin d'obtenir l'asphaltage de leur rue bordée d'une vingtaine de coquettes maisons.

C'est un des rares endroits du grand Beauport qui a conservé l'apparence d'un chemin de campagne ou de forêt, sans recouvrement bitumineux, ni équipement comme les égouts de surface et les chaînes de rue.

Samedi avant-midi, les propriétaires de cette rue ont exprimé leur mécontentement en occupant la chaussée, et en se rendant sur la rue Guay, devant la résidence de l'échevin de leur secteur M. Viateur Devost, pour y déposer des chaudières de sable.

Ils voulaient faire goûter à "l'homme aux promesses, toujours trouvable depuis son élection" la poussière qu'ils supportent continuellement. Quand il n'a pas plu pendant deux jours, les gens de la rue Saint-Jean nord ne peuvent pas ouvrir les fenêtres.

Ce qui choque encore plus ces

citoyens, c'est de voir la voirie municipale entretenir les rues voisines. "Pourtant, on paie les mêmes taxes que les autres contribuables de Beauport, et pour nous c'est pire que c'était avant la fusion", insiste le porte-parole du groupe M. Robert Tremblay.

**On arrose le chemin**

Très fréquemment, les citoyens de la rue Saint-Jean ne peuvent pas utiliser l'eau courante selon leurs besoins, et ils trouvent ridicule que la ville arrose la rue quand la poussière est trop envahissante. En l'espace d'une année, ils ont été 57 heures sans eau courante, et les pannes d'électricité sont fréquentes.

Les parents paient \$3 par semaine pour un minibus, l'autobus scolaire ne pouvant tourner au bout de la rue d'un quart de mille de longueur.

L'entrepreneur qui a fait et pavé la partie sud de la rue Saint-Jean n'a pas voulu garantir son travail, disent ces contribuables, parce que l'eau de pluie de la section nord déborde en charriant le sable et la terre qui peuvent bloquer les canalisations.

**Autre visite au conseil**

Le candidat du secteur Montmo-

rency dans le Parti municipal de Beauport, M. Raymond Vézina, était sur les lieux de la manifestation pacifique, samedi, pour entendre les doléances des citoyens exaspérés.

Ces derniers doivent se rendre en force à la prochaine réunion du conseil, pour réclamer encore une fois les services publics qui leur font défaut.

L'an dernier, Gilles Saint-Hilaire et René Giasson avaient déposé en pleine salle du conseil un énorme câble d'acier qu'ils avaient réussi à arracher de la chaussée au milieu de la rue Saint-Jean. Le maire Marcel Bédard avait alors exprimé sa surprise face à la négligence des employés municipaux.

Il y a environ un mois, le maire suppléant de Beauport avait demandé à ses collègues si la rue Saint-Jean nord est un chemin privé ou une voie publique. Les contribuables de cette rue ont même donné une lièvre de dix pieds de leur propriété, pour inciter la municipalité à finir la rue, mais ils attendent toujours et ils commencent à manquer de patience, comme ils l'ont démontré samedi.



On tente d'accélérer la canalisation de ce ruisseau. Le Soleil, J.-M. Villeneuve

## Charlesbourg et Beauport Canalisation sanitaire d'un ruisseau conjoint

par Roch DESGAGNE

La canalisation sanitaire de la "rivière de la Cabane-aux-Taupières", aux limites de Charlesbourg et de Beauport, est en cours d'exécution depuis cette semaine. Il s'agit d'un projet réalisé conjointement par les deux municipalités, au coût global de \$121.892,25.

Selon une évaluation faite par M. Pierre Blais, directeur des services techniques à la ville de Charlesbourg, les travaux sont réalisés à 20 pour 100, et l'entrepreneur, les Entreprises Bon Conseil Ltée, de l'Ancienne-Lorette, tente d'accélérer les opérations.

Le retard dans la canalisation de ce ruisseau est attribué à certains facteurs comme la crue du printemps et un retard dans la livraison des tuyaux en tôle ondulée, selon les administrateurs municipaux et l'entrepreneur.

Les approbations du ministère des Affaires municipales et du service de l'environnement se sont fait attendre, également, causant des délais. Selon le gérant municipal de Charlesbourg, M. Michel Tremblay, la ville dispose maintenant de toutes les autorisations gouvernementales.

Charlesbourg absorbe 65 pour 100 des coûts du projet, soit une somme de \$79.229,96, et la ville de Beauport, la balance de \$42.662,29. Le programme de travaux a été évalué à \$97.513,80, totalisant \$121.892,25 avec les coûts de financement des emprunts.

**Un cours d'eau... deux noms!**

Le ruisseau "de la Cabane-aux-Taupières" à Charlesbourg devient la "rivière du Moulin" à Beauport. Les estimés des travaux ont été faits selon le parcours naturel suivi autrefois par le ruisseau dont le cours a été dévié avec le temps.

Ce ruisseau alimentait le moulin des Jésuites, il y a plus de trois siècles, précise M. Tremblay, pour ajouter une note historique au dossier.

La canalisation de la "rivière du Moulin" à Beauport sera réalisée par le même entrepreneur, dans le cadre du contrat global préparé par la ville de Charlesbourg, mentionne pour sa part le gérant de la ville de Beauport, M. André Letendre. Le règlement municipal 80261 à cet effet avait été adopté au début de 1980. M. Letendre attribue principalement le retard des travaux à la crue du printemps.

**Plaintes de citoyens**

La présence de nombreux rats dans les secteurs domiciliaires environnant les travaux de canalisation pourrait être due au dérangement causé par les opérations, avancent les administrateurs municipaux en réponse aux plaintes de contribuables.

Des citoyens de Terrasse Bon-Air, aux limites de Charlesbourg et de Beauport se sont plaints, au cours des derniers jours, de l'existence d'un égout à ciel ouvert aux abords des rues Angoulême et Saint-Samuel. Cet égout, le ruisseau en voie de canalisation, serait infesté de rats qui approchent de plus en plus les résidences.

"Je vais continuer mes démarches, ça ne restera pas ainsi. C'est cet été que nous vivons ce problème et on ne peut attendre la fin de la canalisation prévue pour l'automne", confiait au journal LE SOLEIL Mme Jean-Guy Villeneuve, du 1240 Angoulême.

Lise Villeneuve a fait des démarches, et affirme que les municipalités se lancent la balle.

Elle veut que l'égout à ciel ouvert d'une profondeur de 12 à 15 pieds, à une centaine de pieds des maisons, soit nettoyé et rendu plus sécuritaire. "Ils peuvent au moins exterminer les gros rats et poser une clôture pour protéger nos enfants", suggère-t-elle.

Mme Villeneuve décrit l'endroit comme très malsain et dangereux, et exige que des mesures sanitaires soient prises immédiatement.

## dans nos régions

**Hommes d'affaires mécontents**

**BAIE-COMEAU** — Les utilisateurs réguliers de Québecair ne sont pas particulièrement satisfaits des services offerts par le transporteur aérien. Les horaires, en particulier, ne font pas le bonheur des hommes d'affaires qui aimeraient bien pouvoir faire le voyage aller-retour à Québec ou Montréal la même journée pour assister à une réunion d'affaires. Telle est l'une des principales conclusions d'un sondage effectué par la Chambre de commerce de Baie-Comeau sur le service aérien qui dessert la région.

**Manque de coordination**

**SEPT-ÎLES** — Les Chambres de commerce de la Côte-Nord déplorent le manque de coordination qui existe à l'heure actuelle entre les divers organismes socio-économiques de concertation et de recherche qui oeuvrent dans la région. Aussi, la régionale des chambres tentera-t-elle, au cours des prochains mois, de stimuler et de coordonner les recherches et les interventions de ces différents groupes afin de les orienter dans le même but.

**Mises à pied**

**SEPT-ÎLES** — Ce sont 110 travailleurs qui perdront temporairement leur emploi à l'Iron Ore of Canada à la suite de la décision de la compagnie de réduire de 40 pour 100 sa production de boulettes de fer à Sept-Îles. De plus, la compagnie n'embauchera aucun étudiant durant la période estivale tandis qu'une cinquantaine de travailleurs pourraient être au chômage à la Québec North Shore and Labrador Railways.

**Embauche d'étudiants**

**MONTMAGNY** — Les dirigeants du centre d'emploi du Canada pour étudiants, à Montmagny, ont lancé ces jours derniers une campagne de promotion visant à répondre de façon plus adéquate aux besoins des employeurs des comtés de Montmagny et de L'Islet qui cherchent, même sur une base temporaire, du personnel qualifié pour remplir des postes vacants et satisfaire ainsi le plus grand nombre possible de jeunes. Pour l'été qui vient, le centre pour étudiants de Montmagny s'est fixé comme objectif 1.200 inscriptions et 500 placements.

**Le problème des aboiteaux**

**QUÉBEC** — Le gouvernement du Québec, en particulier le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, est fort embarrassé par le problème d'aménagement qui pose la construction d'aboiteaux et de récupération de sol pour fins agricoles dans les marais salés de Kamouraska. Le gouvernement est en effet incapable de répondre de façon adéquate aux questions fondamentales que soulève ce projet. A titre d'exemple, il lui est impossible de dire, de façon certaine, si la construction d'aboiteaux affecte l'environnement estuarien du Saint-Laurent.

**Sols existants sous-exploités**

**QUÉBEC** — Au moment où le gouvernement du Québec entreprend de consacrer \$700.000 à la récupération des marais salés de Kamouraska afin d'augmenter le potentiel agricole de la région, une étude émanant de l'agronome Lucius Belzile de la ferme expérimentale d'Agriculture Canada, à La Pocatière, démontre que le potentiel des sols agricoles déjà existants du comté de Kamouraska est sous-exploité et "qu'on pourrait dans l'état actuel de nos connaissances augmenter la productivité d'au moins 40 pour 100". Le rapport révèle notamment que 42 pour 100 des producteurs de la région ne retirent de leurs sols que de 40 à 80 pour 100 de leurs possibilités, 27 pour 100 en retirent moins de 40 pour 100.

## La rue McMahon fermée

Le Service de la circulation routière de la ville de Québec tient à informer les automobilistes que la rue McMahon sera fermée à toute circulation automobile les 2, 3 et 4 juin 1980, de 8h45 le matin à la fin de l'après-midi de chacune de ces journées.

Cette artère, s'étendant de la côte du Palais à la rue d'Auteuil fera l'objet d'importants travaux de réfection du pavage et des trottoirs pendant cette période.

Les habitués de cette voie de circulation sont donc priés de prendre bien note qu'ils ne pourront s'y engager après 8h45 le matin pendant les trois jours concernés ni avant la fin de l'après-midi.



Le Soleil, Jacques Deschênes

**À DUBERGER**

AUVENTS - TENTES - PATIOS  
TENTES-ROULOTTES - CUISINETTES  
TABLOUS - TOLLES DE PISCINES  
GARAGES DE TOILE ET FABRIQUE

**AUVENTS C.L.ECOURS**

VENTE-FABRICATION-REPARATION  
2390, Père-Lelièvre à Duberger  
**681-4790**

AUVENT POUR PATIO FAITES VOS COMMANDES POUR LE PRINTEMPS

**CAMP DE JOUR**

**Collège Notre-Dame De-Belleue**

Le camp de jour offre des professeurs spécialisés, de grands espaces verts en plein air, plus trois courts de tennis, piscine moderne intérieure, aussi gymnase et locaux spacieux.

<b>Activités sportives</b>	<b>Activités culturelles</b>
Gymnastique au sol	Art dramatique
Tennis	Musique
Cours de natation	Bricolage
Sports collectifs	Expression corporelle

LE CAMP S'ADRESSE AUX ENFANTS DE 5 À 10 ANS  
INSCRIPTION JUSQU'AU 15 JUIN DE 16h À 21h

**AUSSI**

**CAMP DE TENNIS POUR ADOLESCENTS DE 11 ANS À 14 ANS**  
LUNDI AU VENDREDI DE 9h À MIDI

Classe "DEBUTANT": du 23 juin au 11 juillet  
Classe "NOVICE": du 28 juillet au 15 août  
Inscription jusqu'au 15 juin de 16h à 21h  
INFORMATIONS: 681-7785

**FINIE LA PEINTURE!**

Avec nos matériaux sans entretien:  
**CLAPBOARD ALUMINIUM ALCAN - VINYLE - MASONITE - ACIER - ETC...**  
avec ou sans installation.

**PORTES, FENETRES, TOITURES REPARATIONS GENERALES.**

Depuis 17 ans à votre service. Estimation gratuite.

**RENOVATION DECOR de Québec inc.**

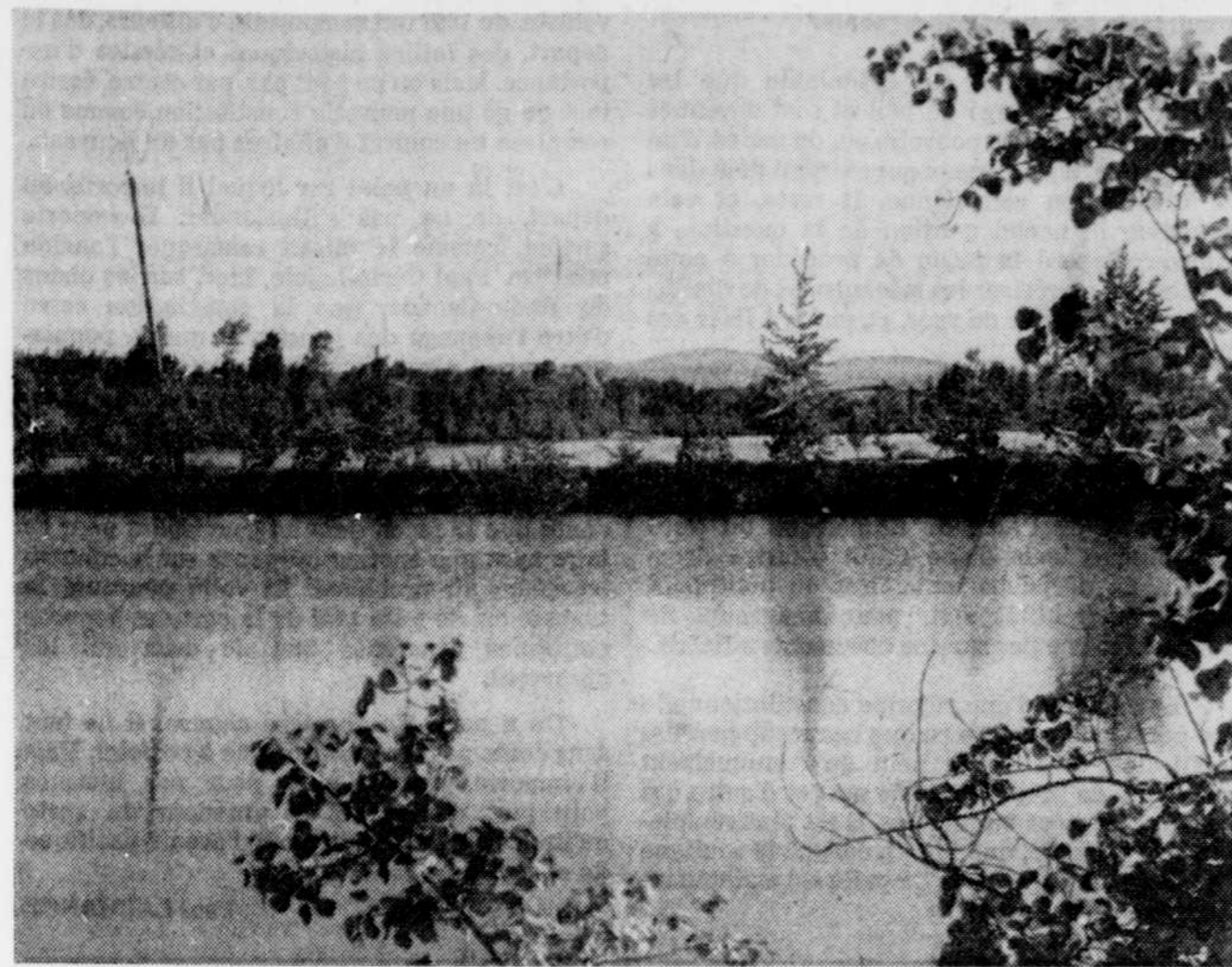
188, av. Lamontagne, Québec  
**522-2084**

**CONSOMMATEURS... Comparez nos prix avant d'acheter!**

Foy · Charlesbourg · Loretteville · L'Ancienne-Lorette · Lac-Saint-Charles · Lac Beauport · Saint-Emile · Cap-Rouge

Base de plein air de Sainte-Foy

# Des scientifiques disent que l'espace boisé est nécessaire



Un véritable poumon d'air pour la ville. (Grandtner)

Le Soleil, Raymond Gagne

par Raymond GAGNE

L'avenir de la base de plein air de Sainte-Foy, lieu bordé par les boulevards Charest, Henri-IV et Duplessis est intimement lié à la préservation de l'espace boisé que la municipalité veut acquérir au coût de \$2,3 millions.

C'est du moins ce que confirment deux des nombreux scientifiques qui ont étudié les diverses caractéristiques de ce milieu naturel bien connu dans la grande région de Québec. Il s'agit de M. Miroslav Grandtner, du laboratoire d'écologie forestière de l'université Laval et de M. Alain Larouche, un paléobotaniste au département de géographie de l'université de Montréal.

Rappelons que 900 contribuables de Sainte-Foy ont, en fin d'avril, signé le registre municipal obligeant ainsi la ville de la banlieue ouest de Québec à recourir à un référendum afin de faire entériner un projet de règlement d'emprunt destiné à permettre l'acquisition de 5,484,969 pieds carrés de terrains encore boisés et considérés comme essentiels à la conservation du lieu. Le vote aura lieu le 14 juin.

**Les scientifiques**

M. Miroslav Grandtner décrit le territoire de la base comme étant "un ensemble formé de trois vases communiants: la forêt, la tourbière et les lacs".

Le scientifique de Laval veut, par cette définition, faire comprendre l'étroite interrelation qui existe entre les trois principales composantes du site. Qu'une seule de celles-ci soit amputée

et les deux autres seront vouées à une dégradation certaine.

Grandtner voit dans la base de plein air, à la condition que l'espace boisé soit conservé, "un exemple intéressant du milieu de la dépression Cap-Rouge-Limoilou qui pourrait servir pour l'éducation écologique".

Il ajoute: "C'est un excellent exemple de renaturalisation d'une gravelière". Si Sainte-Foy acquérait l'espace boisé convoité "ce serait la première fois qu'une ville investirait dans la qualité de vie".

Grandtner voit dans une base de plein air telle celle de Sainte-Foy "un espace vert urbain fort important, une ressource récréative incroyable, un véritable poumon d'air pour la ville et un instrument exceptionnel pouvant servir pour l'éducation écologique de la population scolaire de la ville et de la région".

**La tourbière**

Alain Larouche a fait, lui, l'étude de l'évolution de la flore de la tourbière à laquelle il accorde "une place très importante".

Après avoir souligné que la base fidéenne est l'un des rares espaces urbains à compter à l'intérieur de ses limites une tourbière, il remarque qu'au cours des années celle-ci a subi une certaine dégradation. "La construction d'une voie de chemin de fer a, en particulier, changé notablement l'hydrologie de la tourbière, dit-il."

Larouche fait remarquer que la tourbière en est à son stade final après avoir passé, au cours des millénaires,

de la phase de la végétation tourbeuse comme par exemple, la cédrière, à celle à caractère xérophile comme les éricacées, plantes bien adaptées à des milieux secs mais pouvant en même temps croître dans l'eau. "Il faudrait peu pour que cette tourbière s'assèche complètement et soit envahie par les essences ligneuses."

Le paléobotaniste juge que, dans une ville comme Sainte-Foy, la base de plein air avec ses lacs, sa tourbière et son espace forestier représente un potentiel important qui, en plus, peut profiter à toute la région métropolitaine.

**La ville**

Des porte-parole officiels de Sainte-Foy ont, pour leur part, laissé clairement entendre, ces derniers jours, que l'avis des scientifiques concordait parfaitement avec les vues des autorités municipales.

"Que cette forêt disparaisse, ont-ils dit, et le milieu naturel disparaît avec elle."

Les autorités municipales sont d'avis que, laissée entre les mains des développeurs, la surface boisée fera place à un aménagement de type urbain, construction d'habitations et installation de services d'égout et d'aqueduc. S'amorcera alors la dégradation irréversible de la tourbière et l'assèchement probable et graduel des lacs.

En d'autres termes, déclarent les représentants de la ville "plus de forêt, plus de tourbière et plus de tourbière, plus de lacs et de base de plein air".

# Charlesbourg: le comité du plan directeur déçu des édiles

par Gilles OUELLET

Le comité de consultation et de participation au plan directeur d'urbanisme de

Charlesbourg ne fermement que des accords soient intervenus avec le conseil municipal sur les grands principes de développement exprimés

dans le rapport déposé à l'hôtel de ville de Charlesbourg, en février dernier.

"Le comité se demande s'il

n'est pas considéré comme un instrument de camouflage afin de permettre au conseil municipal d'administrer et de développer son territoire

selon les bonnes vieilles habitudes, ou encore pour donner l'apparence d'une certaine "démocratisation", a affirmé M. Pierre Marier, vice-président du comité.

M. Marier répliquait ainsi au maire de Charlesbourg, M. Henri Casault, qui a dit il y a quelques jours au SOLEIL que le conseil acceptait les principes généraux de ce document: orienter le développement de Charlesbourg vers une densification légère du territoire et ralentir le rythme de développement pour les prochaines années.

Ces propos de M. Casault sont considérés "comme une tentative de diversion" par M. Marier qui soutient que le conseil municipal n'a pas endossé la majeure partie des recommandations qui lui ont été faites à partir des consultations populaires conduites ces dernières années sur le développement futur de la municipalité.

Entre le comité du plan directeur et le conseil municipal, "il règne un profond désaccord sur un grand nombre de principes et de moyens mis de l'avant concernant le développement de Charlesbourg puisque, d'un

côté, le comité attache beaucoup d'importance à la planification et à la rationalisation pendant que de l'autre côté on met l'accent sur la tuyauterie et la cartographie", dit M. Marier.

**Points de désaccord**

Le vice-président du comité pointe du doigt certains sujets de désaccord: la reconnaissance dans les faits des incidences d'une appartenance régionale, la programmation et le phasage du plan directeur, la nécessité de fixer un périmètre d'urbanisme, la normalisation des services et les taxes de secteur, et le concept d'aménagement cellulaire du territoire.

Alors que M. Casault parlait d'un accord sur la confection par les Terres et Forêts d'une cartographie du grand Charlesbourg, M. Marier a affirmé que le comité n'a pas l'intention de se pencher sur un tel projet tant et aussi longtemps qu'un consensus n'aura pas été établi sur l'ensemble des principes et la plupart des moyens de mise en oeuvre.

"Le comité est déçu de l'attitude du conseil municipal

et n'apprécie guère les déclarations qui cachent la vérité, ni les louanges superflues qui sonnent faux", a aussi déclaré M. Marier, manifestement déçu que la dernière rencontre à ce sujet entre la ville et le comité, soit le 26 mai, n'ait pas été préparée et fut de type informel "où la discussion n'a pas porté sur le document déposé par le comité mais plutôt sur un document-synthèse préparé par la ville et qui passait sous silence les sujets de la plus haute importance".

Rappelons que le comité, constitué de représentants des corps intermédiaires et de groupes socio-économiques de Charlesbourg, a travaillé pendant

trois ans pour soumettre un document sur la façon de développer la municipalité au cours des prochaines années.

Depuis le dépôt du rapport en février, le comité a demandé une rencontre avec le conseil pour discuter des recommandations plus spécifiques, dont un programme de trois phases de développement; le 26 mai, la rencontre demandée a eu lieu et, au lendemain de celle-ci, le maire Casault a parlé d'accords sur les grands principes. C'est contre cette déclaration que proteste M. Marier, vice-président du comité.



Une fin d'année chantante

Le Soleil, J.-M. Villeneuve

Près de 250 écoliers du niveau primaire de l'école Saint-Michel à Sainte-Thérèse-de-Lisieux ont offert comme cadeau de fin d'année à leurs parents un spectacle démontrant ce qu'ils avaient appris au cours de leur classe de musique pendant l'année. Plus de 500 parents ont assisté à la représentation qui avait lieu vendredi soir dans l'église de Sainte-Thérèse-de-Lisieux. Ce "bilan" avait été organisé par le professeur de musique Suzanne Leduc, aidée par cinq autres enseignants en cette matière à la Commission scolaire de Beauport.

**CHLORE HTH**  
100 lb \$129.95  
35 lb \$59.50  
Algécide 1 gallon \$6.50

**POMPE & FILTRATION NORD-EST INC.**  
925, av. Godin, Ville-Vanier  
681-0603

**Pensée du jour**  
"Les hommes pensent, les femmes dépensent."  
Gracieuseté du RESTAURANT LA SAUVAGÈRE  
St-Jean-Chrysostome  
839-7914

**CLIMATISEURS**  
aux meilleurs prix en ville  
Carrier

• VENTE • LOCATION • INSTALLATION • SERVICE  
• ESTIMATION GRATUITE • SATISFACTION GARANTIE

**BON-AIR** 522-3807  
Réfrigération inc.  
1365, RUE DORCHESTER NORD

**LES EMBELLISSEMENTS PAYSAGERS C.E.R. INC.**  
524-8070

...vous offrent leurs services!  
— Traitement chimique contre les insectes et les maladies.  
— Emondage et abattage.  
— Evaluation gratuite.

91, Dorchester sud, #4296  
Québec, G1K 5Y5

**norman**

notre suggestion cette semaine:  
à votre coquette, offrez cette robe froncée, imprimée de petites fleurs, avec culotte et chapeau assorti. Fleurs rouges ou bleues, de 6 à 30 mois. 18.00

notre département cadeaux pour bébé  
vous propose un vaste choix d'items à offrir à l'occasion d'une naissance:  
vêtements pour garçons ou filles de 0 à 30 mois et jouets amusants.  
Venez sur place ou profitez du service unique de commande téléphonique en signalant: 529-0911.  
L'emballage et la livraison seront à nos frais.  
• mail st-roch • place laurier •  
• place fleur de lys • galeries chagnon •

**6/36**  
GROS LOT  
\$759,000  
APPROXIMATIVEMENT VENDREDI

NUMÉROS GAGNANTS PEU IMPORTE L'ORDRE					
6	14	20	21	22	34
6 SUR 6	0	NOMBRE DE GAGNANTS		PRIX	
5 SUR 6	154	\$562,215.00		NO COMPLÉMENTAIRE S'APPLIQUANT SEULEMENT AU 5 SUR 6 +	
4 SUR 6	6271	\$1,225.60		15	
5 SUR 6+	6	\$83.60		VENTES TOTALES	
		\$20,972.50		\$2,184,632	

Tous les billets gagnants, de \$250. et \$50. de la Mini sont encaissables à toute succursale de la BCN

Mini		TIRAGE 109	
NUMÉRO		VENDREDI: 30-05-80	
POSSIBILITE DE			
NUMÉRO COMPLET	103980	3 GAGNANTS DE \$50,000.	
5 CHIFFRES	03980	28 GAGNANTS DE \$5,000.	
4 CHIFFRES	3980	287 GAGNANTS DE \$250.	
3 CHIFFRES	980	2362 GAGNANTS DE \$50.	
2 CHIFFRES	80	28620 GAGNANTS DE \$5.	

# éditorial

LE SOLEIL

Président du conseil et Editeur:  
**Jacques-G. Francoeur**  
Rédacteur en chef et Editeur adjoint:  
**Claude Beauchamp**

Président et directeur général:  
**Paul-A. Audet**  
Directeur de l'information:  
**Claude Masson**

Vice-président et trésorier:  
**Charles-A. Poulin**  
Directeur de l'édition:  
**Marcel Pénin**

## La balle est dans le camp canadien

Depuis le référendum québécois, l'attitude de certains hommes politiques canadiens donne l'impression qu'une grande bataille de tranchées constitutionnelles se prépare. Rien n'est plus faux.

Désirant sans nul doute battre le fer pendant qu'il est chaud, le gouvernement fédéral s'est empressé, au lendemain de la victoire du NON, d'enclencher les préparatifs de futures discussions fédérales-provinciales. Déjà, une réunion des premiers ministres est prévue, pour le 9 juin, à Harrington. Le premier ministre Lévesque a consenti à y assister, en mettant de côté, pour le moment, l'article premier du programme péquiste.

Dans l'intervalle, le blabla politique n'a pas manqué. Le premier ministre Trudeau a déjà signifié à qui voulait l'entendre que toute discussion en vue d'une quelconque réforme constitutionnelle canadienne devait tenir compte primordialement de "pouvoirs très, très substantiels pour le fédéral".

Le ministre de l'Énergie, M. Marc Lalonde a sans doute été celui qui a soulevé le plus de controverses dans un discours prononcé, la semaine dernière, devant un auditoire majoritairement anglophone d'Ottawa, et dans lequel il avertissait carrément des provinces comme l'Alberta et Terre-Neuve, sans toutefois les nommer, qu'Ottawa ne consentirait pas à devenir le simple émissaire des provinces.

En d'autres termes, toute forme de statut particulier pour une province ou une autre n'est pas à envisager. Mais Trudeau est disposé à lâcher du lest, à sacrifier même le pouvoir de dépenser d'Ottawa, mais sous des conditions bien précises.

Evidemment, les déclarations de MM. Trudeau, Lalonde et Johnston ont mis beaucoup de gens sur les dents. Mais sont-ce là des apprêts de guerre? Il serait pour le moins prématuré et fort injuste de le supposer. M. Joe Clark y voit, pour sa part, de la provocation du fédéral à l'endroit des provinces. Mais il est dans son rôle officiel de rechercher la puce gouvernementale.

En fait, on croit comprendre que, fort des aménagements substantiels qui sont survenus dans le processus constitutionnel canadien, et toujours dans le sens d'une plus forte décentralisation de ses pouvoirs, depuis 15 à 30 ans, Ottawa tient à mettre en garde ses alliées provinciales que la dilution de l'autorité fédérale doit avoir des limites au-delà desquelles le régime politique canadien lui-même serait menacé d'un dangereux déséquilibre.

Evidemment, le référendum québécois a-t-il eu pour résultat bénéfique de préciser la nécessité urgente d'une réforme du processus constitutionnel canadien qui n'est certainement plus à jour. Dans le contexte d'une société qui a évolué à un rythme étourdissant, surtout depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, il est devenu essentiel, voire crucial pour l'avenir du

Canada, que l'on se mette à l'oeuvre pour lui rechercher de nouveaux moyens de tourner rond. Mais sûrement pas à rabais.

Sur ce point, il est indéniable que les provinces ont changé de poil et sont devenues plus gourmandes de pouvoirs ou, du moins, d'un nouveau partage de ceux qui existent déjà dans la constitution canadienne. Il reste, et cela constitue le noeud gordien de la question, à trouver d'abord la façon de procéder à cette recherche, à préciser les mécanismes de discussion et d'échanges de vues, et, enfin, à fixer des priorités.

Car personne n'est assez naïf au point de penser qu'on va s'asseoir autour d'une table pour changer de but en blanc la constitution canadienne qui n'est pas, d'ailleurs, uniquement constituée de propositions de part et d'autre qui soient acceptées ou rejetées. Il est plus complexe, par exemple, que le fait, comme le souligne M. René Lévesque, que "la balle est maintenant dans le camp fédéral".

Le contenu d'une réforme constitutionnelle ne peut donc pas être ce que beaucoup pensent qu'il doit être. Il ne peut être uniquement constitué de propositions de part et d'autre qui soient acceptées ou rejetées. Il est plus complexe, par exemple, que le fait, comme le souligne M. René Lévesque, que "la balle est maintenant dans le camp fédéral".

En somme, on préconise une nouvelle constitution pour remplacer celle, devenue vétuste, de 1867 qui comportait, d'ailleurs, dès le départ, des failles historiques et réelles d'importance. Mais on ne peut pas, par contre, écrire tout de go une nouvelle constitution comme on remplace un contrat d'affaires par un nouveau.

C'est là un point sur lequel il importe, au départ, de ne pas s'illusionner. Il importe surtout, comme le faisait remarquer l'ancien ministre Paul Gérin-Lajoie, hier, sur les ondes de Radio-Canada, que la constitution cesse d'être l'apanage des juristes et que la population puisse avoir accès à des éclaircissements vulgarisés à son sujet.

Pour le moment, on en n'est qu'aux préliminaires. On tente de localiser un terrain de discussion, une façon de procéder. Il ne fait nul doute que la façon dont on conviendra pour ce faire aura une énorme influence sur le contenu lui-même du problème. Et voilà pourquoi la sagesse est de mise tant de la part des hommes politiques concernés que de ceux qui les observent.

On a parlé de dernière chance. Il ne faut sans doute pas être catégorique à ce point. Mais il importe, d'autre part, pour nos hommes politiques d'entrevoir la grandeur du geste qu'ils auront à remplir pour l'avenir pacifique de ce grand pays.

Paul LACHANCE

revue de presse ■ Extraits d'éditoriaux puisés dans les journaux de langue anglaise et traduits par la Presse canadienne.

## Un accord plutôt coûteux

Un accord de principe, rationnel mais coûteux, et garantissant la paix au service des Postes, a été conclu entre les leaders des 25.000 postiers canadiens et le gouvernement fédéral.

L'accord de principe marque une première et positive étape pour le service postal, et laisse espérer une nouvelle décennie de coopération entre les syndicats et le patronat, de même qu'une efficacité libre de conflits, après près de 15 années paralysantes de rapports empoisonnés et de grèves pénibles.

Le cabinet Trudeau mérite de toute évidence une grande partie du crédit pour ce règlement provisoire. Après avoir brièvement étudié les recommandations généreuses de contrat préparées par le conciliateur M. Germain Jutras, le Conseil du Trésor et le ministre des Postes, M. André Ouellet, furent autorisés à délier les cordons de la bourse fédérale. L'offre de M. Jutras avait déjà été endos-

sée avec enthousiasme par M. Jean-Claude Parrot, président du Syndicat des postiers du Canada.

Les règlements sans grève se paient habituellement assez cher. L'offre de M. Jutras, qui forme la base de l'accord provisoire, recommandait environ \$100 millions uniquement en hausses de salaires, plus d'autres bénéfices.

Le rapport Jutras favorisait franchement un contrat d'un an, comme mesure préventive pour éviter la grève menaçante, et pour donner à Ottawa le temps de mener à bonne fin ses promesses répétées de transformer le ministère des Postes en une société de la Couronne, ce qui permettrait de négocier beaucoup plus efficacement avec les employés des Postes. Cette transition peut maintenant être effectuée avec un certain espoir de succès, alors qu'une nouvelle grève aurait rendu cette réalisation beaucoup plus difficile.

Cette fois, les deux parties en cause dans ce vieux conflit méritent des louanges pour avoir mis de côté les attitudes d'affrontement entêtées adoptées en 1978. Le gouvernement, en particulier, semblait particulièrement désireux de ne pas abuser de ses pouvoirs supérieurs comme employeur et comme tribunal de dernier recours; et M. Parrot, le leader passionné du SCP, a pris bien soin de baisser le ton dès que le rapport Jutras eut été officiellement transmis en vue de négociations sérieuses.

Les autorités fédérales ont mis de l'avant l'intérêt du public, en approuvant avec souplesse les points principaux contenus dans les propositions de M. Jutras.

Il est probable que les bons rapports avec le Service des Postes coûteront cher. Mais de nouvelles disputes se seraient révélées encore plus coûteuses.

The Toronto Star

## Discrimination contre la femme

À titre d'ancien enquêteur fédéral des institutions correctionnelles, on peut présumer que Mme Inger Hansen sait passablement bien ce qui fait défaut dans le système, et où se situent certaines des injustices. On devrait donc écouter d'une oreille respectueuse quand elle affirme — dans le cadre de son nouveau rôle de commissaire à la vie privée auprès de la Commission canadienne des droits civils — que le système pénal fait preuve de discrimination contre les femmes.

Cela ne veut pas nécessairement dire, cependant, que nous devons avaler la prescription qu'elle recommande, c'est-à-dire l'abolition des prisons séparées pour les hommes et les femmes.

Les réserves que nous avons

proviennent du fait passablement évident que les pénitenciers où sont actuellement détenus uniquement des prisonniers de sexe masculin sont susceptibles d'exploser en manifestations de violence, de temps en temps. Nous savons qu'ils abritent des détenus qui persécutent les faibles, et dont les instincts pendant une émeute peuvent se révéler horriblement brutaux.

La sécurité des prisonnières serait-elle garantie dans une institution mixte, davantage qu'elle l'est actuellement pour le prisonnier de sexe masculin? Nous ne le croyons pas.

Nous admettons, cependant, que le système actuel, par lequel le nombre relativement restreint

de femmes condamnées au pénitencier sont regroupées toutes ensemble à partir de tous les coins du pays, et par conséquent séparées de leur milieu et de leur famille, n'est pas satisfaisant. Les prisons provinciales offriraient une autre solution. Bien sûr, elles ne sont pas immunisées contre les soulèvements, mais de manière générale elles abritent les détenus coupables de délits moins graves.

Les responsabilités fédérales-provinciales sont actuellement divisées de telle sorte que les prisons provinciales ne reçoivent que les détenus qui purgent des sentences de moins de deux ans, mais rien ne laisse supposer que cela ne puisse être changé.

The Globe and Mail

## L'escalade des armements

Au moment où le monde dépense déjà la somme incroyable de \$1 million par minute en armements, tout en étant aux prises avec une situation économique qui n'est pas loin d'être désespérée, il semblerait tragique, insensé et même criminel d'envisager une nouvelle hausse des dépenses affectées à la défense. Mais c'est ce qui nous attend, du moins pour le proche avenir.

Les ministres de la Défense, membres de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord, qui se sont réunis à Bruxelles, ont réitéré la décision qui avait été prise par les 15 pays membres de cette organisation en décembre dernier — d'augmenter les dépenses de défense de trois pour cent par année,

en termes réels, d'ici les cinq prochaines années.

L'invasion soviétique de l'Afghanistan, en décembre dernier, a secoué la détente et effacé toute illusion que pouvaient avoir le président Jimmy Carter et plusieurs autres leaders occidentaux d'un rapprochement quelconque avec l'Est qui puisse être dans l'intérêt des deux blocs. Maintenant, il faut retourner à la guerre froide et à l'escalade des armements. De toute évidence, c'est le Kremlin qui est à blâmer.

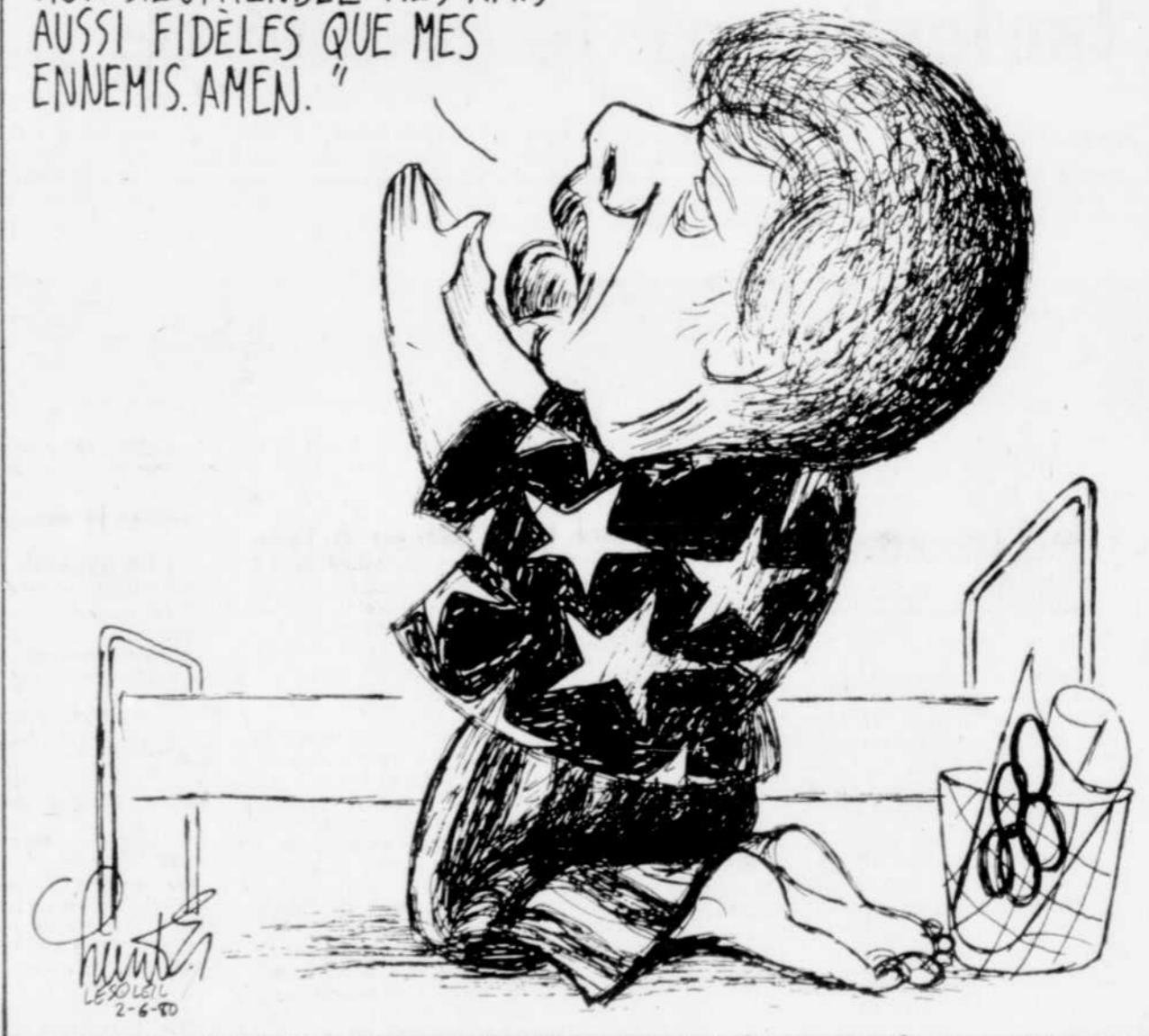
Ironiquement, les pays du Pacte de Varsovie tenaient eux-mêmes une session pendant que les ministres de la Défense de l'OTAN se réunissaient. Les nations du Pacte de Varsovie ont l'im-

pression, comme d'habitude, des appels à la coexistence pacifique et de violentes dénonciations contre l'Ouest par suite du retour de la guerre froide et des risques croissants d'une guerre réelle. Mais que pouvaient-ils dire d'autre?

Devant le sort réservé à la Hongrie et à la Tchécoslovaquie, et en tenant compte du contrôle serré imposé par l'Union soviétique en Europe de l'Est, ils ne pouvaient que faire écho aux exigences du Kremlin. MM. Imre Nagy et Alexandre Dubcek ont osé un jour agir autrement, et les Européens de l'Est ne savent que trop bien ce qui leur est arrivé.

The Ottawa Citizen

"MON DIEU, RENDEZ MES AMIS AUSSI FIDÈLES QUE MES ENNEMIS. AMEN."



## notes de lecture

### Socialisme et indépendance

par Laurent LAPLANTE  
(collaboration spéciale)

Sous l'impulsion d'une génération encore jeune de chercheurs, d'analystes et de penseurs, les dossiers québécois du socialisme s'enrichissent présentement de textes denses et costauds et de critiques infiniment pertinentes et vigoureusement actuelles. L'éclairage ainsi projeté sur notre évolution collective s'en trouve considérablement renforcé, et cela, même si la grille d'analyse utilisée laisse peu de chances à nos pouvoirs en place d'en sortir avec les honneurs de la guerre. Je ne veux comme preuves de ce militantisme vigoureux et généralement lucide que les textes de Gilles Bourque et Gilles Dostaler regroupés sous le titre de "Socialisme et indépendance".

Le titre, déjà, circonscrit nettement le projet. On veut ici mesurer une fois de plus les liens et les distances entre le nationalisme et le socialisme. Le projet, cependant, s'incarne en terre québécoise: on verra donc sans surprise les deux auteurs déborder régulièrement le niveau théorique et tenter de situer le présent gouvernement du Québec par rapport à ces deux pôles que sont le nationalisme et le socialisme.

Si l'intention est claire, les conclusions et les bilans ne sont pas moins. Gilles Bourque,

par exemple, écrit péremptoirement: "Ainsi ne sera pas résolue la question nationale. Ainsi ne sera pas faite l'indépendance". Et Gilles Dostaler, pas en reste, aboutit à un constat analogue: "La gestion de la crise qu'il (le Parti québécois) met de l'avant n'est en aucun point différente de celle qui est proposée par les autres partis". Verdicts sévères, mais dont le substrat mérite plus qu'un mépris global.

Les deux auteurs, en effet, s'ils manient allègrement l'affirmation, savent aussi, Gilles Bourque surtout, l'étayer d'observation et de raisonnement. Si faiblesse il y a, elle consiste à canoniser d'avance la formule socialiste et à juger à cette seule aune la performance de toutes les forces politiques.

Première affirmation qui en surprendra plusieurs: le Parti québécois ne recourt pas à l'étapisme pour édulcorer imperceptiblement son projet souverainiste, il n'a jamais eu l'intention d'en arriver à une véritable souveraineté. Deuxième affirmation parallèle à la première: le gouvernement québécois d'aujourd'hui a emprunté le label de la social-démocratie sans en adopter la pensée et son "préjugé favorable aux travailleurs" ne suffit pas à le différencier des autres partis.

Au soutien de ces deux verdicts, Bourque et Dostaler citent l'histoire et la sociologie, les sciences économiques et politiques, les témoignages et les faits. Ce n'est pas d'aujourd'hui, démontrent-ils, que l'association fait partie des paramètres péquistes. Ce n'est pas non plus d'aujourd'hui que les tenants du Parti québécois souhaitent le ralentissement des dépenses de l'État. Ce n'est pas non plus à propos du RIN et du RN, mais davantage à propos de l'Action libérale nationale, que s'est manifestée pour la première fois l'aptitude de certains partis politiques à infléchir le militantisme des autres selon l'intérêt d'une classe particulière.

Si l'on fait exception du texte final de Gilles Dostaler, texte où l'analyse cède trop volontiers le contrôle du terrain au plaidoyer partisan, l'ouvrage tout entier, outrances comprises, mérite une lecture attentive. C'est, en effet, la base même de la démocratie et surtout de la démocratie et surtout de la démocratie que l'accueil adulte et serein offert à la critique. Et quand la critique, même cinglante, procède avec autant de professionnalisme qu'ici, elle est d'emblée socialement utile.

BOURQUE Gilles, DOSTALER Gilles, Socialisme et indépendance, Montréal, Éditions Boreal Express, 1980, 224 p.

**Le 50e congrès de la Confédération des syndicats nationaux (CSN) qui s'est terminé samedi à Québec aura été l'occasion d'un affrontement entre la direction de la centrale et ses employés permanents actuellement en grève. Georges Angers décrit la situation de déchirement que connaît la CSN au sortir de ce congrès où le rapport de force a nettement favorisé les permanents aux dépens des dirigeants.**

# Il y a bel et bien lutte de pouvoir à la CSN



georges angers

Le 50e congrès de la CSN venait tout juste de prendre fin. Près du podium, les membres du Conseil fédéral de la centrale étaient réunis autour de Norbert Rodrigue. A l'autre extrémité de la salle, les employés permanents de la CSN, en grève depuis le 13 mai, entouraient leurs dirigeants syndicaux.

Autour de Norbert Rodrigue, la plupart des gens affichaient des visages longs, d'autres pleuraient, d'autres enfin ne parvenaient que difficilement à retenir leur colère.

A l'autre bout de la salle, c'était la fête: on chantait, on s'embrassait.

Comment ne pas voir dans cette scène la situation de déchirement dans lequel le congrès a plongé la Confédération des syndicats nationaux.

Jusqu'à la dernière minute, le président de la centrale, Norbert Rodrigue, s'était contenu, lançant un appel pour que cette semaine "constitue non pas un temps d'arrêt, de découragement, mais un tremplin pour la CSN".

Mais à la fin, il n'a pu se retenir. "J'ai mal aux tripes", a-t-il lancé en guise de conclusion du 50e congrès de la CSN.

Pour Norbert Rodrigue et l'establishment de la CSN, tout s'est effondré à la dernière journée du congrès. Ils ont accumulé défaites sur défaites. Ils ne sont pas parvenus à mettre suffisamment de pression sur les employés de la centrale pour qu'ils consentent à un règlement avant la fin du congrès.

Ils ne sont pas parvenus à convaincre les délégués de laisser au Conseil fédéral le soin de disposer des sujets sur lesquels le congrès n'avait pu se prononcer: ils devront organiser un nouveau congrès, plus précisément poursuivre le 50e congrès à l'automne.

Finalement, les élections de Pierre Mercille et de Christophe Auger ont été ressenties comme l'ultime coup dans la poitrine. Mercille a défait Claude Girard qui occupait le poste de deuxième vice-président depuis 1972 et Auger a défait Gérard Taylor qui occupait le poste de conseiller auprès de l'exécutif et qui brigait le poste de troisième vice-président.

## Crise profonde

Pendant toute la semaine, l'establishment de la CSN s'était senti suffisamment en position de force sur le plancher

du congrès pour éviter l'affrontement direct et ouvert avec les employés de la centrale appuyés dans leur lutte par l'aile radicale de la centrale.

Les dirigeants élus de la CSN reconnaissent volontiers que la centrale traversait une situation difficile mais, assurés comme ils l'étaient de la victoire, ils ne parlaient que de difficultés temporaires, de situation particulière.

La défaite, tout aussi cuisante qu'inattendue, qu'ont subie samedi les dirigeants de la CSN, leve finalement le voile sur la crise profonde que traverse la centrale depuis quelques mois.

Employés et dirigeants élus de la CSN sont à couteaux tirés depuis plusieurs mois. Si c'est l'organisation du travail dans la centrale qui est l'objet de la guerre, c'est plus profondément la capacité des dirigeants élus d'assumer le leadership qui est remise en question.

On a eu beau déclarer solennellement toute la semaine que le conflit n'avait rien à voir avec une lutte de pouvoir, force est de constater maintenant le contraire.

Le litige tourne autour des coordonnateurs des différents services de la CSN et fédérations membres. Le syndicat maintient que ces coordonnateurs doivent faire partie de l'unité de négociation et être désignés par l'équipe de travail. La direction de la centrale veut au contraire que les coordonnateurs soient des officiers

exclus de l'unité de négociation et que leur nomination soit faite sur la base de la consultation. Toutefois, si cette consultation en plusieurs étapes ne devait pas permettre la désignation d'un coordonnateur, l'organisme (service ou fédération) le nommerait d'autorité.

Les syndicats accusent les dirigeants de la centrale de vouloir hiérarchiser le travail et ces derniers répliquent qu'on veut saper leur autorité légitime en tant qu'élus. Les syndicats reprochent aux élus de manquer de vision, les élus soupçonnent les syndicats de vouloir s'emparer de la centrale.

## Rien de réglé

Le 50e congrès de la CSN n'aura pas permis de régler ce problème de fond; il l'aura tout au plus révélé sur la place publique.

Rien n'est réglé en effet puisque ce congrès, tout au long de la semaine, a adopté des positions contradictoires, eu égard au rapport de force entre dirigeants et employés de la centrale.

Dans le débat sur la participation de la CSN à la Commission de la santé et de la sécurité au travail et dans celui sur l'opportunité de nommer Marcel Pepin comme médiateur dans les négociations entre les employés de la centrale et les élus, le congrès s'est rangé du côté des dirigeants de la CSN.

Par contre, dans le débat sur la poursuite du congrès à l'automne et surtout lors des élections, les délégués ont appuyé les employés de la centrale.

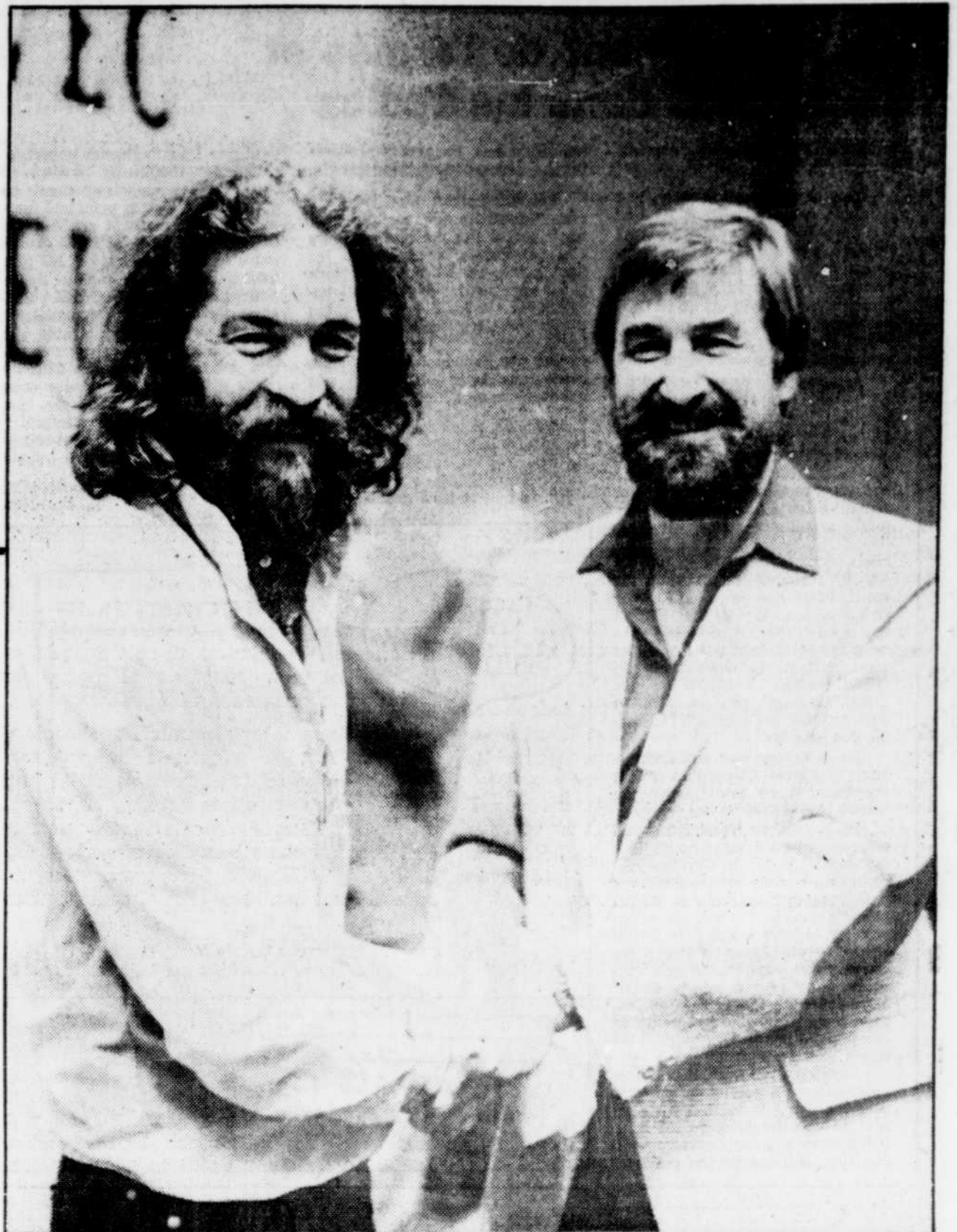
L'aile dite radicale de la CSN, concentrée dans les syndicats des secteurs public et parapublic, s'est rangée en bloc derrière les permanents.

## Opportunisme

Norbert Rodrigue en avait gros sur le cœur à l'égard des permanents qui ont en quelque sorte saboté ce 50e congrès. Mais il était tout aussi en colère, sinon plus, contre l'aile radicale de la CSN qui s'est affirmée à la faveur du conflit des permanents.

Il n'a pas accusé ces militants d'avoir faussé le jeu de la démocratie mais il s'en est fallu de peu. Il les a par ailleurs mis au défi de travailler au développement de la "conscience ouvrière" par opposition au "dictionnaire ouvrier".

"Il va falloir se reparler sur le sens de la démocratie, sur le sens d'une organisation syndicale", a déclaré un Norbert Rodrigue furieux à la suite des nombreuses manifestations d'ostracisme qui ont marqué le congrès. "Il ne doit pas y avoir d'exclus à la CSN", a encore ajouté le président de la centrale.



Christophe Auger et Pierre Mercille, les deux nouveaux vice-présidents de la CSN, responsables respectivement de l'action politique et de l'organisation.

# Un climat étrange à l'Assemblée nationale



gilles lesage à québec

A peine remis de leurs émotions référendaires, les députés se retrouvent face à face, demain, pour mettre un terme à leur session parlementaire, la plus longue de l'histoire du Québec: seize mois!

En effet, la session en cours a débuté en mars de l'an dernier et avait tenu 105 jours de séances, avant l'ajournement du 15 avril pour la campagne référendaire. D'ici le 20 ou le 21 juin au plus tard, l'Assemblée nationale siègera 14 ou 15 jours, pour un record de quelque 120 jours.

Cette dernière période sessionnelle sera de courte durée, mais elle sera intense et fébrile. Les députés siègeront selon l'horaire des fins de session, soit cinq jours par semaine, de dix heures à minuit, avec deux pauses pour les repas. Les

travaux seront surtout consacrés à l'étude des crédits budgétaires des ministères, au rythme de trois à la fois. L'Assemblée devra également compléter l'étude du budget de M. Parizeau et adopter quelques lois déjà inscrites au feuilleton.

Amoché par la rebuffade qu'il vient de subir, le gouvernement aura fort à faire pour garder l'initiative, face à une opposition regaillardie, qui a appris au surplus à travailler ensemble, à faire flèche de tout bois. Il régnera à l'Assemblée un climat étrange, fait à la fois de fatigue, de tension, de fébrilité et de hâte d'en finir, pour avoir enfin droit à de vraies vacances.

## Ryan en appétit

Dès cette semaine, M. Lévesque essuiera le feu nourri de l'opposition, qui le pressera de questions sur son attitude et ses prises de position à la rencontre des premiers ministres, lundi prochain, à Ottawa. Le gouvernement devra préciser de quelle manière il entend négocier un "nouveau fédéralisme", lui dont l'option fondamentale vient à peine d'être repoussée par 60 pour 100 des Québécois.

Enhardi par ses succès répétés depuis deux ans (leadership, sept élections partielles, référendum), M. Ryan tentera de pousser le gouvernement dans ses derniers retranchements, mettant en doute sa légitimité et sa crédibilité, étendant partout de gros pièges à ours que les péquistes auront peine à éviter.

A défaut d'élections générales — qui pourraient bien n'avoir lieu que le printemps prochain — le chef libéral exigera des élections partielles dans les trois comtés de l'Estrie vacants depuis cinq mois déjà. Ces trois comtés, Johnson, Brôme-Missisquoi et Mégantic-Frontenac étaient détenus par l'Union nationale, mais le Parti libéral est en meilleure posture que quiconque pour les décrocher à la première occasion. D'où l'insistance de M. Ryan. Le premier ministre a déjà fait savoir que les vacances seront comblées avant la prochaine session, qui ne débutera pas avant la Fête du Travail, ce qui laisse le chef libéral sur son appétit vorace.

La constitution canadienne et l'odeur de poudre électorale sont loin d'être les seules pommes de discorde. Ainsi, M.

Parizeau sera à nouveau talonné à propos du déficit record prévu dans son budget, de même qu'à propos du "trou" de \$500 millions dans le financement des commissions scolaires. Le vérificateur général est sur le point, si ce n'est déjà fait, de remettre au ministre un rapport complet sur cette affaire.

## Echéance cruciale

Mais le gouvernement ne sera probablement pas seul dans l'eau bouillante: le rapport Malouf sur les dépenses des Jeux olympiques risque de remettre en cause la gestion des deniers publics sous le régime Bourassa. M. Ryan n'était pas là alors, mais plusieurs de ses députés faisaient partie de ce gouvernement que le directeur du Devoir avait répudié à la veille des élections de novembre 1976.

En plus d'étudier et d'adopter les crédits et le budget lui-même, les députés examineront les projets de loi portant sur: la perception des pensions alimentaires; la réforme du droit de la famille; le fonds forestier; le financement et la publicité des partis politiques; la municipalisation de

l'électricité et l'électrification rurale; les droits successoraux; la Société québécoise d'assainissement des eaux. Un vrai menu de casse-croûte, contrairement à l'habitude du gouvernement depuis trois ans et demi.

Dans une atmosphère anticlimax de retombées référendaires, MM. Le Moignan et Samson, solidaires des libéraux pour le NON, tenteront de se remettre sur la carte à leur titre propre de chef de l'Union nationale et de député démocrate-credittiste. Ce qui ne sera pas aisé, M. Ryan et ses libéraux affamés occupant de plus en plus toute l'avant-scène fédéraliste, face à un Parti québécois aux prises avec des révisions déchirantes.

Un remaniement ministériel à l'horizon? Pourquoi pas? Mine de rien, M. Lévesque voudra peut-être jouer à la chaise musicale avant la prochaine session, la dernière avant les élections générales. Chose certaine, le répit sera de courte durée, car M. Lévesque a promis que le scrutin aura lieu avant la fin du mandat légal, donc avant l'automne 1981. Bon gré mal gré, nous voici déjà engagés dans une autre échéance cruciale.

# la page des lecteurs

## Le recrutement de l'armée et de la GRC dans les écoles

Mesdames et Messieurs les commissaires scolaires,

Non seulement en tant que syndicaliste mais surtout en tant que père d'un enfant d'âge scolaire, je viens par la présente protester contre le fait que les commissions scolaires permettent à des représentants de l'armée ou de la Gendarmerie royale du Canada de visiter nos écoles pour y faire de la propagande et du recrutement.

L'armée — Je suis d'avis que les écoles devraient transmettre des valeurs antimilitaristes, ne serait-ce que pour contribuer à l'établissement d'une paix durable dans le monde. Et cette paix durable ne s'établira que par le désarmement unilatéral et le démantèlement des forces armées. Nos gouvernements dépensent des milliards à même les taxes des travailleurs pour des joujoux coûteux et porteurs de mort: il faut que ça cesse! Et pour commencer, qu'il y ait de moins en moins de citoyens et de citoyennes qui s'engagent dans nos armées et ainsi évitent de devenir de la vulgaire chair à canon ou des tueurs "à gage", pour le maintien d'un système qui oppresse l'ensemble des peuples.

Je demande donc aux commissions scolaires d'interdire à tout représentant de toute armée de mettre les pieds dans nos écoles.

Et la GRC — L'histoire et les enquêtes récentes ou en cours nous ont démontré que la Gendarmerie royale du Canada est un des corps policiers les plus vicieux et corrompus au monde. C'est un corps policier qui fut formé à la fin du siècle dernier pour protéger les intérêts des capitalistes qui s'approprièrent l'Ouest et le Grand Nord canadiens. La répression sauvage à l'égard des autochtones et des populations locales incluait les meurtres et les massacres.

Les illégalités que ces policiers commettent aujourd'hui peuvent sembler des peccadilles, mais en plus de faire illégalement de l'écoute électronique, de l'ouverture du courrier, certains de ces policiers

n'hésitent pas, en agents provocateurs, à déposer une bombe ici et là.

Périodiquement, les journaux nous informent que ces policiers tuent encore des individus et leurs cibles préférées sont encore les autochtones ou les émigrés. Nous avons appris aussi que leur collaboration avec la SAVAK de l'ex-chien d'Iran était étroite: plusieurs Iraniens furent retournés dans les geôles des tortionnaires du chah grâce aux bons offices de nos gendarmes de la Reine.

De plus, si les accusations portées contre le numéro 3 de l'escouade des drogues, le sergent d'état-major Paul Sauvé, s'avèrent fondées, la boucle sera bouclée; pen-

dant que les subalternes pourchassaient les inoffensifs fumeurs de "pot" et les emprisonnaient, on apprendra que leur principal fournisseur était un haut gradé de la GRC! Et la thèse des liens étroits entre le crime organisé et les plus hautes sphères du monde de la police, de la justice et des politiciens deviendra plus importante!

Je trouve donc intolérable que les commissions scolaires permettent à des représentants d'un tel corps policier de se balader dans nos écoles et je demande aux commissions scolaires d'interdire l'accès de nos écoles à tout représentant de la Gendarmerie royale du Canada.

Paul-E. Giguère, Sept-Îles.



## La dure réalité huronne

Mardi le 27 mai à 19h30 nous avons pu assister à l'émission Contrechamp de Radio-Canada portant sur les Hurons et sur les Indiens.

Bien que j'aie trouvé cette émission passablement bonne, je voudrais, par la présente la compléter ou du moins rectifier certaines assertions faites au nom des Hurons et des autres Indiens au cours de l'émission.

Tout d'abord il est, selon moi, très pénible d'entendre dire que l'on redécouvre Huron en réintégrant un mille carré de réserve et quelques centaines d'habitants. Les gens qui ont dû vivre ailleurs en Amérique pour des raisons historiques ou économiques ont souvent, en fait, vécu plus sainement et d'une façon moins dépendante que ceux qui ont attendu que l'on respecte leurs droits à commencer par le droit d'être assistés socialement, puis de se faire subventionner et enfin celui de se faire prêter.

Ce que je trouve encore plus pénible c'est que l'on affirme que les Hurons sont à la recherche d'une nouvelle identité. Ceux qui sont à cette recherche risquent de chercher longtemps ou bien d'être tout simplement identifiés autre part.

Au cours des dix dernières années le Village Huron a vu s'établir des institutions sociales, culturelles et éducatives comme le Centre socio-culturel amérindien, le Centre culturel et éducatif et enfin la Société archéologique huronne-wendat. Ces institutions ont justement pour but de combler l'écart qui existe entre le développement économique et le développement social des gens du Village Huron.

Si nous sommes à ce jour tellement arriérés ou sous-développés culturellement pour affirmer que l'on est à la recherche d'une nouvelle identité c'est que quelque chose ne va pas du tout. A ce sujet, il convient entre autre de rendre public, puisque tous les Indiens concernés le savent de même que beaucoup de fonctionnaires, que monsieur Gros-Louis et monsieur Denis Picard livrent une guerre invraisemblable à ces dits organismes à vocation culturelle et éducative qui n'auraient pas survécu sans l'appui des autres organismes amérindiens à buts similaires.

Et, puisque ces messieurs sont dorénavant écartés de toute politique indienne d'ensemble, sans doute ne savent-ils pas que le ministère des Affaires indiennes de même

que le ministère des Affaires culturelles du Québec en sont à l'élaboration d'une politique culturelle qui devrait subordonner toute action éducative et, j'espère, certains projets de financement et de développement devant lesquels on semble vouloir faire volte-face maintenant. Volte-face inutile puisque l'on ne possède plus aucun moyen d'avancement social et culturel. Presque tout ayant été gaspillé à cause justement de ce manque d'éducation flagrant mais peut-être involontairement démontré.

Et avec autant de désinvolture et d'irresponsabilité invitée on réclame un gouvernement indien. Une seule question: pour quoi faire messieurs, sera-ce la marque de votre identité?

En tout cas ce ne sera pas dans cette conception que se bâtera l'avenir des Indiens ni celui des autres Hurons. Nous souffrons déjà trop de l'image que l'on veut projeter de nous. Cela est vrai.

Régent Grégoire Sloui  
président du  
Comité national de direction des  
centres culturels et éducatifs  
amérindiens.

Village Huron

## L'illogisme de M. Ryan

Je suis résident de Charlesbourg. Si j'optais pour votre comportement et celui de votre parti à pris concernant le contrat d'assurance pour vos employés, avec la compagnie Mutual Life Assurance de Waterloo, Ontario, nous retrouverions plusieurs entreprises qui feraient boutique dans notre ville.

Je peux toujours invoquer qu'une paire de jeans est d'un dollar inférieur dans certains commerces de Sainte-Foy, par contre si j'achète chez les commerçants de Charlesbourg, je permets à des personnes de travailler et vivre dans leur ville. J'encourage l'économie locale. Ça permet de créer des emplois et

j'atteins plusieurs autres secteurs socio-économiques par de petits gestes dans mes habitudes quotidiennes.

Vous pouvez toujours me répondre du haut de votre chaire ou du bas de votre bordel que nous sommes dans un pays de libre entreprise, je l'admets. C'est par de tel geste que je m'aperçois que le Parti libéral du Québec est prêt à sacrifier pour pas grand-chose tout ce qu'a acquis la communauté francophone au Québec.

Faut dire qu'avec de tel geste vous nous montrez à quel point vous ne faites pas confiance au milieu financier du Québec. C'est comme l'argent de la caisse du Parti libéral

qui s'est retrouvé dans les coffres d'une banque qui a son siège social et ses affaires en Ontario. Par chance que toute la population ne pense pas comme vous. Nous n'aurions pas eu les Caisse d'entraide économique ni le Mouvement des caisses populaires Desjardins qui ont permis à plusieurs personnes d'être dans le milieu des affaires et que se développe aux quatre coins du Québec une économie régionale active.

Monsieur Jacques Gagnon nous disait: "Il y a autant d'illogisme à ce que tant d'autres assument la gestion de nos capitaux."

Réjean Daigneault  
Québec

## On achève bien les géants

Récemment, nous recevions par la poste une publicité sur les réalisations et projets à court terme initiés par la ville de Québec, dans laquelle on invitait la population à participer à la plantation d'arbres sur le territoire de la ville; on en distribuait même à qui en voulait.

Or, simultanément, on autorisait la coupe de magnifiques arbres qu'on pouvait apercevoir sur la rue de la Canadière, en face de la rue Bergemont.

Si seulement ces magnifiques monuments de la nature avaient constitué un danger quelconque, on aurait pu concevoir la nécessité de les couper, mais on les a abattus pour faire un "parking de chars neufs".

On a mis environ une demi-heure à détruire plusieurs décennies de travail fait par la nature.

Quelle fin d'être remplacé par un "parking". Je ne voudrais pas voir la décoration du terrain de celui qui, pour embellir un espace, coupe les arbres en les remplaçant par un "parking".

Et on nous demande de coopérer à la plantation d'arbres? Le progrès, c'est ça???

Personnellement, j'aurais trouvé mille façons d'agencer ce stationnement avec de superbes arbres, tout en conservant à ce coin de quartier le pittoresque qu'on lui connaissait depuis longtemps.

J'espère que le souvenir de ces "géants" hante les nuits de celui qui en a autorisé la coupe.

Pour servir l'automobile que fera-t-on encore! Merci!

Michel Asselin  
Québec

## Trop de venin

Monsieur Claude Ryan

Je tiens d'abord, par cette lettre ouverte, à vous remercier de l'honneur que vous nous faites, à nous, gens du Saguenay-Lac-St-Jean, ainsi qu'à nos frères et sœurs des comtés Duplessis et Saguenay, de nous qualifier de fiers. Cependant, je regrette de constater que vous n'avez pu, encore une fois, vous retenir.

Malgré mon éloignement des grands centres (Chicoutimi-Jonquière, troisième concentration urbaine en importance au Québec — 1,6 fois Sherbrooke, qui est la suivante —) et mon manque de connaissance de l'extérieur (j'ai visité 15 pays, incluant l'outre-Ontario, seul endroit où j'ai été mal accueilli), je sais reconnaître l'injure dans vos propos: "région... très isolée des grands moyens de communications".

Vous auriez dit: grands moyens d'anglicisation ou d'américanisation! J'aurais compris. Car c'est vrai, je l'avoue, nos régions n'ont pas beaucoup de McDonald, de Harvey, de Dunkin Donut, de CFCF, de WEZF et autres assimilés. Mais non! Il fallait que vous crachiez votre venin, en nous traitant, ni plus ni moins, d'ignorants. On reconnaît bien là votre réaction, mesquine et infantile, à la moindre contrariété.

Marcel Roy  
Jonquière

## à nos lecteurs

LE SOLEIL publie avec plaisir les lettres de ses lecteurs. Les opinions doivent être appuyées du nom et de l'adresse de leurs auteurs de même que du numéro de téléphone. LE SOLEIL se réserve le droit d'éditer et de raccourcir les lettres publiées. Le Soleil, 390, rue Saint-Vallier est, Québec, G1K 7J6.

## "Un homme de la honte"

Peuple du Québec, tu as renié ton appartenance à un Québec fort et unique au monde. Tu as eu peur, tu as été inconscient et même ignorant du geste que tu as posé en t'alliant du côté du Canada anglais.

René Lévesque, tu portes en toi tout l'espoir que tu nous as dit de garder au soir du 20 mai, les 40 pour 100 qui te font confiance attendant avec toutes leurs forces le jour où tu les conduiras à la victoire.

Trudeau tu as joué sur la scène du Québec et tu as bien su manipuler la marionnette "Ry...an". Mais la dernière scène de la Passion avec ton rôle de Ponce Pilate était peu représentative de la culture québécoise. Tous les spectateurs n'ont pas été dupes de tes manœuvres. Et comme Gaston Miron l'a si bien dit, tu es "un homme historiquement obscène et un homme de la honte".

Le mur de l'espoir d'un Québec souverain va s'élever assez haut que tous les "envahisseurs rouges de mai '80" devront rester sur leur territoire "la prochaine fois".

On a rien de commun avec les

neuf autres et cette différence il faudra bien l'admettre car 40 pour 100 des Québécois ne se laisseront pas assimiler par le canadianisme inculte des autres.

On n'est pas assez nombreux aujourd'hui mais on est une force de gens politiquement instruits de la cause et comme on ne fait pas partie du troupeau de moutons de "Ry...an", donc pas assez "bêtes" pour se laisser manger la laine sur le dos alors peuple du Québec: lâchons pas!

P.S. Monsieur "Ry...an" vous avez pris le ton d'un discours électoral le soir du référendum, ne vous pressez pas trop car vous ne serez jamais à la tête du Québec. Mais vous pouvez commencer à bêler à Ottawa, peut-être que le berger vaudra une fois de plus vous donner généreusement des millions pour votre campagne, une couple de millions de plus dans le déficit du gouvernement canadien ça dérange rien, hein! "Ry...an".

Gabrielle Lévesque  
Jonquière

## Location de terrains de villégiature résidentielle sur les terres publiques au Québec

Lac Carillon: 8 terrains  
Lac Baie des Rochers: 5 terrains

Dans le cadre de sa politique d'accessibilité aux terres publiques, le ministère de l'Énergie et des Ressources offre à la population du Québec, la possibilité de louer des terrains à des fins de villégiature résidentielle. Ces terrains boisés et sans service public ont une superficie moyenne de 0,35 hectare (3 500 m<sup>2</sup>).

**Lac Carillon:**  
Ce lac est situé dans la municipalité de Saint-Ubalde, comté de Portneuf.

**Lac Baie des Rochers:**  
Ce lac est situé dans la municipalité de Saint-Siméon, comté de Charlevoix.

### PRINCIPALES CONDITIONS DE LOCATION:

- Bail d'une durée de vingt (20) ans, renouvelable.
- Obligation durant les deux premières années: a) améliorer le terrain pour un montant minimum de 500 \$; b) construire un chalet d'une valeur minimale de 5 000 \$.
- Le locataire devra déboursier les frais de réception et d'enregistrement du bail (25 \$).
- La préférence sera accordée aux personnes résidant au Québec.
- Le locataire sera soumis aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux, et ce, dans tous les domaines.

### MODE D'ATTRIBUTION

- La location des terrains se fera par ordre d'arrivée des personnes intéressées (premier arrivé, premier servi) jusqu'à ce que tous les emplacements aient été loués, les demandes d'obtention d'un terrain seront reçues à compter du 23 juin 1980 des 9h.
- Un chèque certifié ou un mandat-poste fait à l'ordre du ministre des Finances au montant de: 480 \$ (Lac Carillon); 421 \$ ou 460 \$ selon le terrain choisi (Lac Baie des Rochers) devra être versé lors de votre demande.
- Toutes personnes intéressées à obtenir plus de renseignements peuvent s'adresser immédiatement à un des bureaux du ministère de l'Énergie et des Ressources situé à:

L'Isletville: 247-3972  
Saint-Georges est: 228-9750  
La Malbaie: 665-3721  
Ville-Vanier: 643-9678  
Duchesnay: 875-2703  
Sainte-Foy: 643-3365

Gouvernement du Québec  
Ministère de l'Énergie  
et des Ressources

## CTR vend des pneus d'autos de 10\$ à 150\$



Oui, CTR possède un inventaire colossal, qui vous assure de trouver exactement le pneu qu'il faut à votre voiture, et un éventail de prix allant du dérisoire au grand luxe.

CTR, c'est aussi un supercentre du pneu.



SERVICE DE PNEUS CTR LTÉE  
BRIDGESTONE • FIRESTONE • MICHELIN

## La Semaine du vélo

Vélo-Québec, un organisme qui regroupe plus de 2.500 usagers québécois de la bicyclette a décrété que la semaine du 1er au 7 juin serait la Semaine de la bicyclette au Québec.

C'est bien sûr le temps d'utiliser votre bicyclette si vous en avez une et c'est aussi le temps de vous en acheter une, si vous n'en avez pas, mais c'est surtout la semaine idéale pour vous sensibiliser à ce

mode de locomotion et de tourisme.

La meilleure façon de se sensibiliser étant de lire, alors sachez qu'il existe sur le marché plusieurs petits livres traitant de la bicyclette. Voici quelques-uns des titres les plus "courus": Du bicyclette à pédales aux dix vitesses. Édition l'Aurore. \$6; Aménagements cyclables. Vélo-Québec \$10; Guide cyclotouristique, un guide de 24 circuits à bicyclette dans les régions du Québec \$5; Le Guide de l'acheteur.



**pierre champagne**

de 9h. à 11h. le matin  
Téléphone: 647-3434

Vélo-Québec, \$0.75; Le cyclotourisme, \$1; Voyager à bicyclette, Vélo-Québec, \$0.75.

Vous aurez plus de renseignements en écrivant à Pierre Champagne, Vélo-Québec, 1415 est, rue Jarry ou en lui téléphonant à (514)374-4700, poste 438.

## Des crevettes au saumon

Si vous avez décidé de prendre vos vacances d'été juste entre la Saint-Jean-Baptiste et la Confédération, durant une semaine où il fait d'ailleurs toujours beau, et que vous n'avez pas encore décidé de l'endroit où vous devez aller, alors laissez-moi vous conseiller... Les Boules.

Pourquoi Les Boules? Parce que la municipalité de Les Boules est située à peu près à mi-chemin entre Matane et Mont-Joli et que

durant cette semaine du 24 juin au 1er juillet, ces deux petites villes gaspésiennes, éloignées d'une cinquantaine de kilomètres l'une de l'autre, seront en liesse pour des raisons différentes.

Les Matanis sont fin prêts à recevoir les visiteurs lors de leur 17e Festival de la crevette qui se tiendra du 20 au 29 juin. Exactement en même temps, la population de Mont-Joli fêtera le centenaire de la fondation de leur municipalité et

un programme d'activités très intéressantes a été préparé pour la circonstance.

Vous pourrez ainsi, en allant d'une place à l'autre, vous gaver de crevettes à Matane et déguster du saumon à Mont-Joli. A Matane, plus de 250 activités socio-culturelles et sportives sont au programme et on en compte presque autant à Mont-Joli. Réservez tôt si vous décidez de vous y rendre parce que les chambres d'hôtel sont rares.

## Les plaines sont vides

Les plaines d'Abraham étaient encore vides durant tout le week-end... surtout à cause de la température incontrôlable que nous avons dû subir durant la fin de semaine. C'était le bon temps pour planter des fleurs mais ce n'était pas le temps de se promener.

La semaine dernière, j'avais "commis" un article sur la fermeture des plaines d'Abraham. Un article dont vous entendrez parler croyez-moi, dans la rubrique de l'Opinion des lecteurs durant les jours qui viennent. Quelle infamie, imaginez-vous, que d'oser crier ou écrire que les automobilistes doivent continuer à circuler sur les plaines. Pourquoi? Parce qu'un parc comme celui-là doit être accessible. Le plus accessible possible. Pour les joggeurs et les cyclistes, oui, mais pour les automobilistes aussi.

Il faisais mauvais en fin de semaine mais il faisais beau hier, sur la fin de l'après-midi et en soirée. Pourtant il n'y avait personne sur les plaines dans la partie interdite à la circulation automobile.

J'y reviens parce que je tiens à ce qu'un parc aussi beau que celui-là soit accessible à tous. Non seulement aux joggeurs et aux "oiseaulogues" mais aussi et surtout pour les familles qui habitent les quartiers "asphaltés" de Québec. Ces familles-là ne se rendront pas sur les plaines, avec deux ou trois enfants sur les bras (plus le lunch et les couvertures)... en autobus. Tout ce qu'ils ont c'est un balcon et une automobile pour aller faire des balades. L'été dernier, ces gens-là, on les retrouvait sur les plaines. Je doute qu'on les y rencontre cet été alors que les plaines seront fermées à toute circulation automobile durant les fins de semaine.

## Mon carnet mondain

### Un concert sur les plaines...

Grâce à la collaboration de l'Association des musiciens de Québec et huit institutions privées sous la tutelle de soeur Lucille Lebel de Québec, plus de 1.000 jeunes étudiants et étudiantes de premier cycle ont pu bénéficier jeudi d'un magnifique concert sur les plaines. Une harmonie composée de 30 musiciens et dirigée par M. Jean-Pierre Montminy de Québec a su conserver l'attention et l'enthousiasme de ces jeunes pendant plus d'une heure. Espérons que de telles initiatives soient encouragées et de plus en plus fréquentes pour les jeunes et les moins jeunes.

### Et un autre au cégep de Sainte-Foy

Près de 200 jeunes musiciens de l'école secondaire du campus 1, offriront, demain soir à 20h, à l'auditorium du cégep de Sainte-Foy, une soirée de clôture des activités musicales. J'ai entendu, l'an dernier, le concert donné par ce groupe pour la même occasion et j'avais réellement été impressionné. "Cette réalisation de votre école PUBLIQUE" comme on l'avait présentée à la fin, avait été applaudie à tout rompre.

### Amis-es de la terre

André Marceau animera, ce soir à 19h30, au 475 rue Richelieu, local 203, dans le quartier Saint-Jean-Baptiste, un atelier des "Amis-es de la terre" ayant pour titre "Habitat et technologies appropriées".

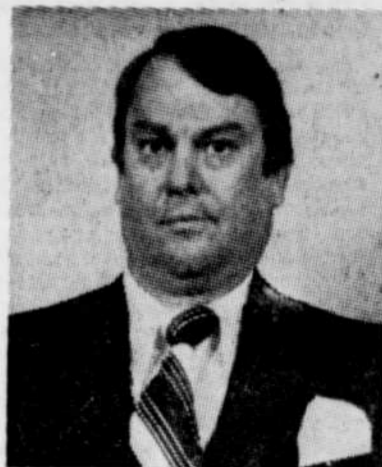
### Loisirs de Saint-Louis-de-France

Tous les habitants de la paroisse Saint-Louis-de-France sont invités à assister à l'assemblée annuel-

le de la Corporation des loisirs et à l'élection des officiers qui aura lieu ce soir à 19h30 au centre culturel, 1560 route de l'Eglise à Sainte-Foy.

### 25 ans au Château

Le Château Frontenac est reconnu comme un hôtel qui a su prendre soin de son personnel et nombreux sont ceux qui oeuvrent au Château depuis plus de 25 ans. Radio-Québec prépare même une



M. Raymond BEAUDOIN

émission spéciale à ce sujet. Cette année cependant il n'y a qu'un seul des employés du Château Frontenac, mais non le moindre, qui est devenu membre du club "Quart de siècle". Il s'agit de Raymond Beaudoin, le directeur commercial responsable des ventes, de la publicité et de la mise en marché du Château. M. Beaudoin qui a débuté comme aide au commis de bar fut commis de bar et garçon de table avant de devenir directeur des bars, puis directeur des banquets et congrès et directeur des ventes. Le Château Frontenac, il le connaît par coeur. M. Beaudoin a été fêté hier soir. Il sera peut-être un jour le premier garçon de table à devenir directeur général du Château.

## Un centenaire

M. Albert Demers, né à Lévis le premier juin 1880, a célébré, hier après-midi, au foyer Saint-Joseph de Lévis, son centième anniversaire de naissance. M. Demers qui était lui-même fils unique n'a pas eu la chance d'avoir d'enfants puisqu'il n'a été marié que quelques années seulement. Pendant 40 ans, M. Demers a travaillé comme "bagage man" au CNR. Le centenaire qui est maintenant sourd et presque muet est quand même en parfaite santé et il a demandé, en cadeau, pour son centième anniversaire de naissance, de la "liqueur aux fraises", des tablettes de chocolat et des friandises à la menthe (des peppermints ou "pépéremans").



Le Soleil, Jacques Deschênes

## Un incendie fait 5 morts

OIL SPRINGS, Ont. (PC) — Cinq personnes sont mortes hier matin dans l'incendie d'un immeuble de quatre étages de la petite ville de Oil Springs, dans le sud-ouest de l'Ontario.

L'élément destructeur a nécessité l'intervention de cinq casernes. L'identité des victimes n'a pas été révélée.

### Happée par un train

Une adolescente est morte happée par un train vendredi soir près de Dundas, en Ontario, et une autre est dans un état jugé critique à l'hôpital. La mort de la jeune fille,

agée de 15 ans, a été constatée sur les lieux de la tragédie, alors que sa compagne, âgée de 16 ans, est inconsciente, après avoir subi une intervention chirurgicale.

Selon la police, les deux jeunes filles avaient entendu et vu le train de Via Rail, mais elles étaient restées sur la voie ferrée, pensant que le train allait passer sur une autre voie, à proximité.

**PRETS**  
**1re HYPOTHEQUE**  
**TAUX COMPETITIFS**  
Tél.: le jour 681-6144

**Dr Marcel Tremblay**  
Optométriste  
**EXAMEN DE LA VUE LUNETTES**  
Et verres de contact  
Jours et soirs sur rendez-vous  
**524-2869**  
973, 3e Av., Limoilou, Québec

### COURS DE CONVERSATION ANGLAISE

## LPS

Un cours fait sur mesures  
• cours pour débutants • cours de perfectionnement  
• \$275.00 (paiement au comptant \$245.00) • déductibles pour fins d'impôts (100%)

**INSCRIPTIONS POUR SESSION AUTOMNE 1980**  
ECONOMISEZ \$50 et plus

sur les prix ci-dessus  
Inscrivez-vous à l'avance et profitez des tarifs spéciaux accordés aux premiers inscrits, cette offre est valable seulement jusqu'au 18 juin 1980.  
N.B. Également disponible sessions intensives de printemps. 2 semaines à temps plein \$835 (60 heures cours individuel début chaque lundi).

LPS offre également ses services dans plus de 20 villes du Québec  
**LPS LANGUAGE POWER SYSTEMS**  
20 ou 50 rue St-Jean, suite 438  
529-0331  
Permis no. 669552 (culture personnelle)

## VOTRE MAISON AURAIT-ELLE BESOIN DE RENOVATIONS?

Nous sommes spécialistes en:

- Déclin d'aluminium, acier, vinyle
- Portes et châssis
- Réfection de toitures de tout genre
- Toiles vénitienne
- Prix concurrentiels
- Estimation gratuite
- Financement si désiré

**JEAN-PIERRE GAULIN**  
RENOVATIONS  
300, Marie-de-l'Incarnation, Québec  
Tél.: 681-6137

# FUMER OU NE PAS FUMER

Il se peut fort bien que vous ayez déjà sérieusement pensé à la question de la cigarette.

Qu'entendez-vous faire? Si vous n'avez jamais fumé ou si vous avez cessé de fumer, nous ne vous demandons pas de commencer.

Mais si vous êtes de ces fumeurs qui ne sont pas prêts à abandonner le plaisir de fumer, nous aimerions attirer votre attention sur Vantage.

Vantage est la cigarette des gens qui ont peut-être réfléchi à la question et qui cherchent un moyen d'y faire face.

Vantage réduit substantiellement ce que vous ne voulez peut-être pas sans compromettre pour autant ce bon goût de tabac auquel vous tenez.

Bien sûr, Vantage n'est pas la seule cigarette de sa catégorie mais elle pourrait bien être la seule à vous donner satisfaction.

En d'autres mots, Vantage a encore le goût d'une vraie cigarette. Vantage. La solution.



Avis: Santé et Bien-être social Canada considère que le danger pour la santé croît avec l'usage— éviter d'inhaler. "Goudron" 11 mg, nicotine 0.8 mg.



**Retour à la maison**  
Un avion militaire a terminé, hier, de ramener chez eux les habitants de Red Lake, en Ontario, évacués vers Winnipeg parce qu'un incendie de forêt menaçait leur localité. Les récentes pluies sur le nord-ouest ontarien ont aidé les sapeurs dans leur combat. Mme Anna Janchuk, 77 ans, reçoit de l'aide pour descendre du Hercules des Forces armées canadiennes.

## Au large de la côte est 20 tonnes de mari saisies

SHELBURNE, N.-E. (d'après CP) — Les neuf membres d'équipage d'un bateau, dont huit de nationalité colombienne et un Américain, devaient comparaître en cour aujourd'hui à la suite de la plus grosse saisie de marijuana au large des côtes de la Nouvelle-Ecosse.

Cinq agents de la GRC, à bord d'un navire de la garde côtière canadienne, ont saisi 22 tonnes de marijuana d'une valeur de \$50 millions et ont arrêté l'équipage du Patricia, après être montés à bord samedi.

Au moment de l'intervention de la GRC, le Patricia, battant pavillon de Belize, était à environ 60 milles nautiques au large de Shelburne.

Les garde-côtes américains et canadiens surveillaient le navire depuis déjà plusieurs jours quand il est entré dans les eaux canadiennes tôt samedi.

La GRC a précisé, dans un communiqué, qu'entre 800 et 850 balles de chanvre indien, pesant de 50 à 60 livres chacune, ont été découvertes dans les cales du bateau.

Des représentants du ministère fédéral de la Justice et de la GRC se sont réunis, hier, pour discuter des mesures à prendre.

En mai 1976, 11 personnes avaient

été arrêtées après une saisie par la GRC de 6,5 tonnes de marijuana, en provenance de Colombie, à bord d'un yacht au large de Chester, en Nouvelle-Ecosse.

Deux ans auparavant, la police avait saisi près d'une tonne de haschisch à Beech Hill près de Chester.

Un porte-parole de la GRC a déclaré que la Nouvelle-Ecosse, avec ses nombreuses petites baies, ses anses et ses criques, avait été souvent utilisée par les contrebandiers comme

point de débarquement pour les stupéfiants devant être acheminés vers l'Ouest canadien et les Prairies, ainsi que vers les Etats-Unis.

La marijuana en général, provient d'Amérique du Sud et le haschisch du Maroc, estime la police.

La plus importante saisie de marijuana au Canada remonte à mai 1979 quand la GRC en a découvert 33,5 tonnes à Sydney Inlet, près de Tofino, en Colombie-Britannique. Sa valeur était estimée à \$100 millions.

## Commerçant volé lors d'un dépôt de nuit

Le propriétaire d'une station-service IGA de la rue Notre-Dame à l'Ancienne-Lorette, M. Daniel Boucher, a été assommé et délesté d'un dépôt de \$1,600 environ qu'il s'appropriait à faire à la Banque Nationale, un peu avant 1h la nuit dernière.

L'assaillant a frappé M. Boucher par l'arrière, et ce dernier a dû être transporté à l'hôpital Saint-Sacrement

par les policiers appelés sur les lieux par la victime elle-même. M. Boucher n'a pas aperçu son ou ses agresseurs, s'affaissant inconscient sous la violence du coup qui lui fut asséné. Il se trouvait alors sur un terrain de stationnement adjacent à la banque.

L'enquête policière sur ce vol qualifié a été confiée au caporal Jacques Huppé de la sûreté municipale de l'Ancienne-Lorette.

## Week-end: 5 pertes de vie

Le relevé transmis par la Sûreté du Québec, hier soir, indique que cinq personnes ont perdu la vie accidentellement dans l'Est du Québec, en fin de semaine.

Alain Perron, 26 ans, de Clermont, dans la région de Charlevoix, s'est noyé lors d'une excursion de pêche au lac des Panses dans la ZEC Lac-au-Sable à Clermont, vendredi soir.

Une collision entre deux véhicules survenue samedi après-midi sur la route 20 à Saint-Pacôme dans la région de Kamouraska a causé la

mort de Giséle Bureau, 43 ans, de Ancienne-Lorette.

Deux jeunes gens de Saint-Ludger de Beauce, Roger Lessard et Julien Fortin, âgés respectivement de 20 et 18 ans, ont perdu la vie dans le dérapage de leur véhicule, en fin de soirée samedi, sur la route 108 dans la canton Ascot près de Sherbrooke.

Martin Abel, 21 ans, de Lotbinière, a été tué sur le coup lorsque sa moto est entrée en collision avec une automobile qui effectuait un virage à gauche, sur la route 132 à Saint-Louis de Lotbinière. L'accident est survenu en fin de soirée hier.

## Squelette de Duff découvert à l'île

Les ossements découverts sur une terre de l'île d'Orléans, le 22 mai, sont ceux de Réjean Duff, un individu de la région de Montréal recherché depuis plus de trois ans en rapport avec le vol de \$2,8 millions perpétré à la Brink's le 30 mars 1976.

Les enquêteurs de l'escouade des crimes contre la personne à la Sûreté du Québec ont confirmé au journal "Dimanche-Matin" qu'il s'agit du squelette de Duff qu'un cultivateur a mis au jour en labourant un champ de fraises inexploité depuis quelques années.

L'enquête menée par le caporal Gilles Garneau du bureau de enquêtes criminelles de la SQ sur cette découverte apporte un nouvel élément au dossier du retentissant vol d'un camion de la Brink's.

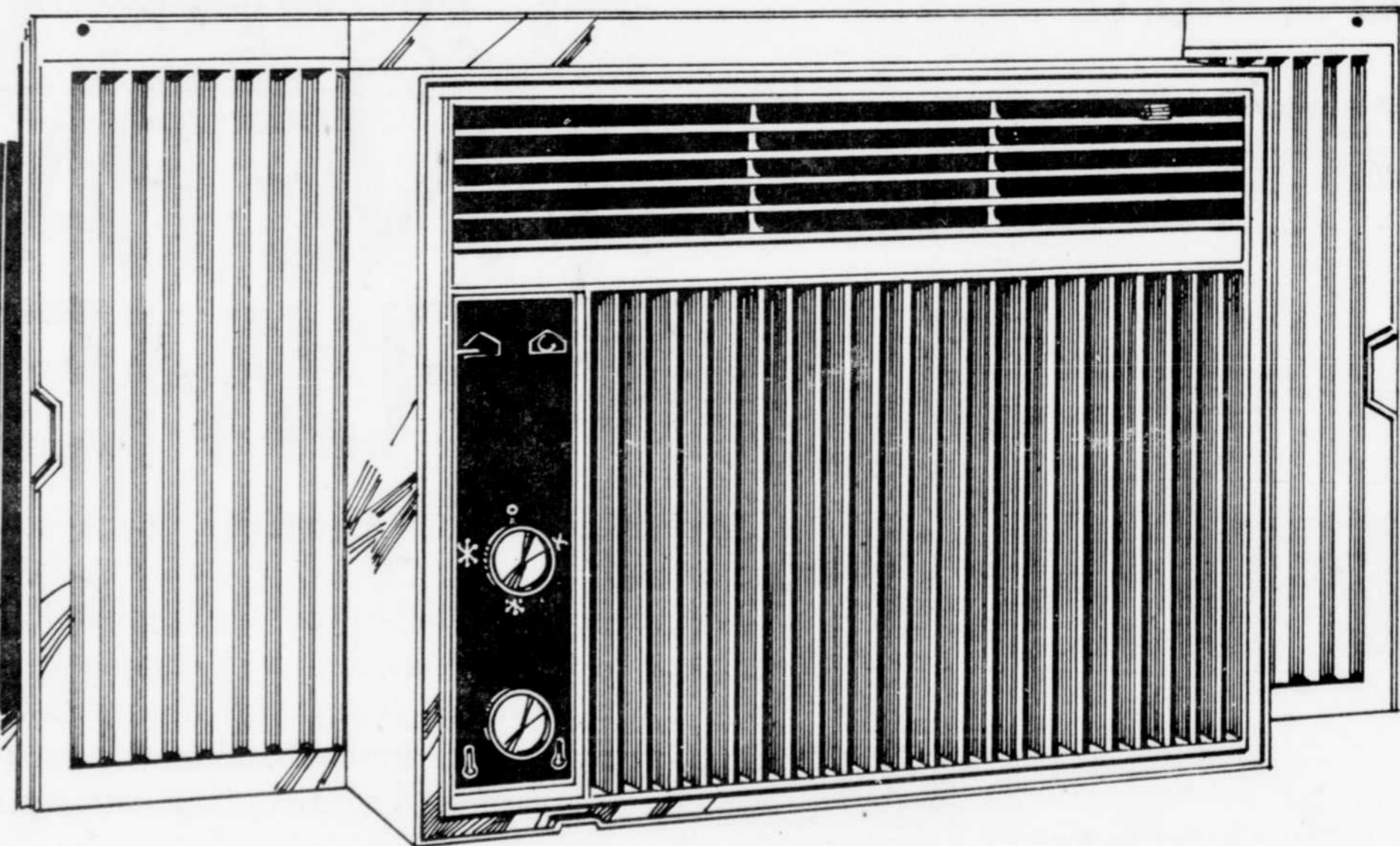
À l'automne 1976, Réjean Duff, contre qui la police voulait porter de nouvelles accusations, était introuvable.

Il l'est demeuré, jusqu'à ce qu'on retrouve ses ossements à l'île d'Orléans, il y a une dizaine de jours. On présume qu'il a été liquidé parce qu'il avait agi en délateur auprès de la police.

Sears

- Place Fleur de Lys
- Place Laurier
- Galeries Chagnon

## En prévision des grandes chaleurs, Sears a sûrement un climatiseur adapté à vos besoins



**RABAIS DE \$20 Climatiseur 8,000 B.T.U. à 2 vitesses**

Rég. 349.98

# 329<sup>98</sup>

- Climatiseur à 2 vitesses à direction de l'air réglable en 2 positions
- Panneaux latéraux réglables pour fenêtres à guillotine de 22 à 38" de large
- Coffret en acier à persiennes moulées devant
- Climatise jusqu'à 350 pi. ca., déshumidifie jusqu'à 52 chopines par jour
- CA 60 Hz, 115 Volts, instructions incluses.
- #90 830

Appareils ménagers - Rayon 47

Simpsons-Sears Limitée

**Sears** "Méthode unique "Steamatic"  
**STEAMATIC**  
Service de nettoyage complet  
Résidentiel-commercial

**SERVICE PROFESSIONNEL A DOMICILE**

- Nettoyage de tapis
- Nettoyage de meubles
- Revêtement protecteur pour tapis et meubles
- Nettoyage de tentures
- Nettoyage d'intérieurs d'automobiles
- Lavage - murs - plafonds - planchers - armoires (grand ménage)
- Dommages causés par l'eau et la fumée
- Elimination d'odeurs
- Estimation gratuite et sans obligation de votre part

**TAPIS DE SALON, CHAMBRE A COUCHER ET PASSAGE**  
En vigueur jusqu'au 28 juin  
Appelez les experts  
**69.95** **STEAMATIC**  
**627-1949**  
Service téléphonique 24 heures

1234 56789  
MME MENAGERE MODERNE  
Satisfaction ou Remboursement

Simpsons-Sears Limitée